



# **Comment prévenir une Nouvelle poussée nationaliste dans les Balkans ?**

Mémoire de géopolitique dans le cadre du séminaire

« Géopolitique des Balkans »

Du Col. AL GAHTANI saeed

Sous la direction de

L'ambassadeur Georges-marie CHENU

PARIS

Avril 2004

## **Sommaire**

### **1.DEFINITION ET RAPPELS HISTORIQUES.**

- 1.1. Qu'est ce que le nationalisme ?
- 1.2. Le problème du nationalisme sous le régime de Tito.
- 1.3. Inégalités flagrantes entre régions
- 1.4. Des préjugés et pesanteurs religieuses inextricables
- 1.5. Particularités des Nationalismes croate et serbe.

### **2.COMMENT PREVENIR UNE NOUVELLES POUSSEE DE NATIONALISTE?**

- 2.1. Les moyens d'échapper au danger
- 2.2. Les conditions de la paix
- 2.3. Les conditions indispensables à l'éveil d'une conscience démocratique.
- 2.4. Le rôle des acteurs politiques et intellectuels nationaux.
- 2.5. Le rôle des acteurs internationaux.

## INTRODUCTION

D'un point de vue physique, les Balkans sont le terme utilisé pour désigner la péninsule de l'Europe du sud-est, située aux confins de l'orient. Sur un plan plus géopolitique, les Balkans représentent une entité regroupant un certain nombre de pays dont le point commun est d'avoir été dominés et intégrés dans des Empires pendant plusieurs siècles à un moment ou à un autre de leur histoire. À la fin du XIXe siècle le processus de formation des États-nation dans cette région de monde a débuté et s'est développé sur les ruines des Empires austro-hongrois et ottoman, engendrant la naissance d'une multitude d'états caractérisés par une grande diversité de groupes ethniques, de cultures et de religions. Les traités qui ont mis fin à la Première Guerre mondiale étaient censés clore ce processus, notamment avec la formation du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes (la future Yougoslavie), État fort des Balkans et la barrière contre l'expansionnisme germanique<sup>1</sup>.

Après l'équilibre de la tension, maintenu pendant l'entre-deux-guerres par le révisionnisme allemand, et après la Seconde Guerre mondiale par la guerre froide, le processus de formation des États-nations a repris, son cours, à l'effondrement du rideau de fer en 1989-1990 ; donnant ainsi une certaine audience, aux nationalismes longtemps étouffés, mais qui en réalité n'avaient pas disparu pour autant. D'autre part il semble important de souligner que les pays balkaniques ont tous conservé une culture vivante forte, engendrant parfois des nationalismes à des degrés d'exaltation variables.

Bien que les perspectives sur le nationalisme évoluent, il en va de même de celles sur l'identité personnelle et sur ce que signifie l'appartenance à une collectivité, un État et une nation. Cette évolution reste critique dans le contexte balkanique puisque le nationalisme continu de façonner des visions dans la zone balkanique et rien n'indique que la multiplication des nationalismes et des États va prendre fin dans le proche avenir. L'exemple le plus frappant est le cas de l'ex- République Fédérale de Yougoslavie. Avec trois religions, deux alphabets, quatre langues et davantage encore de nationalités, la future Yougoslavie paraît si fragile d'autant plus qu'historiquement ses peuples n'ont jamais vécu ensemble auparavant. En effet le nationalisme, pour un groupe ethnique qui se reconnaît distinct, c'est : la recherche (s'il ne l'a pas), l'affirmation (s'il l'a possède) et la défense (s'il l'a croit menacée) de sa vie politique, économique et culturelle. Comme le note G.

---

<sup>1</sup> Voir la carte en annexe I

CASTELLAN « Hier « poudrière de l'Europe », aujourd'hui puzzle de petits États qui, au sortir d'un demi-siècle d'appartenance -sauf la Grèce- au camp socialiste, semblent redécouvrir la nécessité d'affirmer leurs identités nationales en querelles interethniques et en archaïques revendications des frontières... »<sup>2</sup>

En zone balkanique comme ailleurs, le nationalisme est moins que jamais susceptible d'apporter des solutions aux questions de fond que soulève l'évolution de la société contemporaine. Les efforts pour régler pacifiquement les conflits nationalistes ne sont donc pas d'emblée voués à l'échec. Mais le succès n'est probable que s'ils sont entrepris au tout début de la crise et si des mesures efficaces sont prises pour en limiter la violence et prévenir qu'une minorité soit assimilée politiquement et culturellement à la majorité ; une analyse du nationalisme favorise la compréhension des interactions entre nationalisme, internationalisme, citoyenneté et identité, ainsi que la prise de conscience de ces phénomènes.

Le nationalisme, place au centre de la réflexion deux notions majeures, le territoire et la nation. Il concerne tout à la fois l'histoire, la géographie, l'ethnie, et l'éducation civique. Or cette doctrine, comme tant d'autres, présentant un danger qu'il est possible d'éviter grâce à des actions appropriées, il serait important d'étudier "Comment prévenir une nouvelle poussée nationaliste dans les Balkans ?".

Dans cette étude, qui sera conduite en s'appuyant particulièrement sur le cas connu de l'Ex- République Fédérale de Yougoslavie, la première partie reprendra quelques définitions et fera quelques rappels historiques, nécessaires à la compréhension du « nationalisme » en tant que concept, afin de montrer comment il s'est manifesté dans la région des Balkans. Nous aborderons ensuite, dans une deuxième partie, les mesures préventives susceptibles d'y mettre fin.

---

<sup>2</sup> CASTELLAN (Georges), Histoire des Balkans, Paris ; Fayard, 2000, p. 11.

## 1.DEFINITIONS ET APERÇU HISTORIQUE.

Le point de départ des nationalismes européens contemporains, fut la Révolution française puis l'expansionnisme napoléonien qui s'ensuivit. Avant 1789, les fidélités politiques étaient personnelles et non pas nationales. La Révolution, avec ses idées de liberté et d'égalité, apporta une transformation considérable des mentalités, remplaçant le concept de pays par celui de patrie, le sujet par le citoyen, et l'état par la nation.

À la fin des années 1980 le dossier yougoslave devient brûlant dans l'actualité européenne et mondiale. Cet éclatement, dont les origines sont liées à la question nationale mais aussi à des changements politiques et économiques, a eu lieu dans la violence d'un conflit qui a duré 5 ans. Lors des changements qui se sont produits en Europe de l'Est au début des années quatre-vingt-dix, la plupart des observateurs extérieurs craignaient pour la stabilité interne de la fédération yougoslave. Cette crainte portait sur l'adaptation de la stabilité interne de la fédération aux exigences démocratiques qui émergeaient dans cette partie du monde sur le continent européen. Les hégémonies d'une partie de la fédération, les volontés séparatistes de l'autre, ont eu raison de cette entité qui se désagrégea peu à peu courant 1991 en cinq entités. Puis en 1999, suite à la demande d'autonomie du Kosovo, une répression sanglante est menée par les forces serbes dans cette province. Après un cessez-le-feu de quelques mois, la question de la poursuite du démembrement de l'espace yougoslave est donc posée.

Aujourd'hui, on voit naître ou renaître, partout en Orient comme en Occident, des nationalismes aux manifestations exacerbées. Malgré les nombreux facteurs de différenciation, le nationalisme dispose d'un fond commun d'idéologie composé de thèmes principaux : la souveraineté, l'unité et le passé historique. Un "réveil des nationalités", qui prend d'abord la forme d'un mouvement culturel, linguistique, littéraire et religieux, puis débouche sur des revendications politiques plus ou moins précises. Cette notion fait l'objet de plusieurs approches.

### 1.1.Qu'est ce que le nationalisme?

Le dictionnaire du 20e siècle historique et géopolitique donne la définition suivante du terme « nationalisme » : « Comme phénomène politique moderne très général, le nationalisme correspond à la volonté de fonder ou de renforcer une conscience nationale ou un état-nation. On le distingue cependant du sentiment national parce qu'il entraîne des comportements individuels et collectifs de nature politique et idéologique souvent

volontaristes. Comme tel, son emploi peut être laudatif, neutre ou péjoratif »<sup>3</sup>.

Dans Le dictionnaire Larousse ®, le mot « nationalisme » a les deux sens suivants<sup>4</sup>:

- **Doctrine** qui affirme la prééminence de l'intérêt de la nation par rapport aux intérêts des groupes, des classes, des individus qui la constituent.
- **Mouvement politique** d'individus qui veulent imposer la prédominance de la nation à laquelle ils appartiennent dans tous les domaines

Les spécialistes du nationalisme font souvent une distinction entre deux types de nationalisme, l'ethnique et le civique<sup>5</sup>. Ces deux distinctions sont centrales dans la compréhension du nationalisme et plus particulièrement dans la façon dont les états doivent gérer la question des minorités. Le nationalisme ethnique suppose que l'appartenance communautaire répond à des critères prédéterminés. L'appartenance ethnique est attribuée aux individus, car ils ne peuvent pas la choisir. L'appartenance civique, quant à elle, serait le fait d'un choix de la part des individus. Le nationalisme civique se fonderait donc non pas sur l'ethnie mais sur des valeurs, des institutions et une mémoire historique communes.

On cite souvent l'exemple de la France pour le nationalisme civique « état-nation »<sup>6</sup>, et de l'Allemagne pour le nationalisme ethnique « La kultur-nation »<sup>7</sup>. En effet, le territoire français était peuplé, avant l'apparition de la nation, d'une multitude de groupes ethniques qui, selon la légende, ont accepté volontairement de s'ériger en nation. Les Allemands ont longtemps défini la citoyenneté en termes de descendance ; ce qui exclut donc les membres d'autres groupes ethniques. A l'aube du troisième millénaire, marqué par l'implosion de l'état soviétique et des états satellites, et face à la multiplication d'états à prétention nationale et à l'exacerbation des velléités nationales, il faut souligner l'impasse que constitue le modèle de l'état- nation dans cette région. La nation, qui passe toujours pour quelque chose de très concret, est en réalité devenue très abstraite. L'identification à la

<sup>3</sup> CORDELLIER (serge) (dir), Le dictionnaire du 20e siècle historique et géopolitique, Paris, la Découverte, 2003, P474

<sup>4</sup> Le Petit Larousse Copyright © Larousse/HER, 1999 © Havas Interactive, 1999.

<sup>5</sup> BIRNBAUM (pierre), dimension du nationalisme, Paris, presses universitaires de France, 1997, PP.18-25

<sup>6</sup> KUBLI (olivier), Du nationalisme yougoslave aux nationalismes Post yougoslaves, Paris, L'HARMATTAN, 1998, P.51

<sup>7</sup> KUBLI (olivier), Du nationalisme YUG aux nationalisme Post-YUG, op. Cit. , P.56

représentation nationale est de plus en plus imaginaire et personne, pas plus les simples citoyens que les chefs d'états, n'est capable d'expliquer ce que l'appartenance nationale veut dire, sinon l'exclusion d'autrui.

Aujourd'hui, les nationalistes sont en crise, en particulier dans leur version balkanique, crise d'ailleurs à moitié avouée par leurs leaders qui abandonnent peu à peu, les références précédentes, en particulier le couple état- économie nationale, pour spéculer sur des identifications, plus ou moins effectives, à l'ethnie, à la culture, à la langue, à la religion, voire à la race.

Or, à l'heure actuelle la mondialisation accélérée du capital, sur fond de désagrégation et de transformation rapides des structures sociales, permet à ce dernier de transgresser les limites des états nationaux. Il favorise même la multiplication de minuscules états, voire d'états- cités comme Singapour, qui sont des pôles d'accumulation et de circulation de capitaux. Par suite, il ne reste pas grand-chose du programme nationaliste sinon de très vagues références à des communautés et à des traditions plus ou moins inventées.

En réalité, le nationalisme est le catalyseur de phénomènes plus profonds. Il est sans cesse alimenté par la désorientation des populations, traumatisées et parfois acculées à la simple survie par l'évolution du capitalisme à l'échelle planétaire. Là, les antiques relations familiales, claniques, tribales, etc.... peuvent jouer des rôles d'identification, ou même d'intégrisme national, quelles que soient les justifications délirantes, religieuses ou autres, que celui-ci puisse inventer. D'où le fond commun de toutes les variantes du nationalisme d'aujourd'hui : la xénophobie.

De manière générale, l'histoire nationale est forcément sélective. Les nationalistes choisissent à leur gré dans l'histoire réelle les éléments qui les intéressent, quand ils ne les inventent pas purement et simplement. C'est cette sélectivité officielle, mais cachée, qui leur permet d'affirmer la prétendue légitimité de leur doctrine. Le passé des nationalistes a une forte connotation mythique, ce qui lui permet, par sa dimension émotive, glorieuse, d'être mieux perceptible par la population, mais lui enlève toute portée scientifique et objective. Dans cette « mythologie retrospective », les mythes d'origines tiennent évidemment une place importante avec leur cortèges de fondateurs, de héros, de martyrs qui font appel aux divers sentiments de la population.

La pensée historique fournit en quelque sorte les matériaux nécessaires à la

constitution des nations. L'histoire, comme partie intégrante de l'idéologie nationale, n'est donc que celle qui a été sélectionnée, institutionnalisée et ensuite popularisée par les dirigeants nationalistes. Le fait de populariser l'histoire nationale joue bien sûr un rôle primordial, afin qu'une mémoire collective soit transmise à une population, ce qui ne peut se faire qu'à travers l'enseignement généralisé. Certains intellectuels y contribuent tout particulièrement, en premier lieu les historiens, mais également des sociologues, des écrivains ou des ethnologues. Histoire, politique et nationalisme sont donc intimement liés, tout particulièrement dans les Balkans. Une analyse du cas yougoslave depuis la fin de la première guerre mondiale nous permettra de montrer comment les différents courants politiques se sont servi du nationalisme pour légitimer leur discours pendant les années 80.

### 1.2. Le nationalisme sous le régime de Tito.

Les Balkans, avec la mosaïque de populations héritée de l'histoire ont été pendant longtemps au cœur des conflits qui ont ravagé l'Europe du 20<sup>e</sup> siècle. Un bref aperçu sur les peuples qui composent cette région s'avère nécessaire et nous permettra de mieux appréhender les difficultés à venir et plus particulièrement dans la constitution d'états-nations ainsi que la stratégie mise en place par Tito. En effet, il est très difficile de présenter la population des Balkans en raison notamment de la difficulté du classement des ensembles humains en sous-ensembles linguistique, confessionnel, culturel et géographique. C'est ce qui fait dire Paul Garde dans son livre « Les Balkans », « la complexité humaine des Balkans demande une approche plus fine » que celle qui consiste à utiliser ces sous-ensembles traditionnels. Les critères d'ethnie et de minorités ainsi que de frontières géographiques et de peuples ont pendant longtemps servi l'appartenance à une ethnie assurant la cohésion du groupe.

Le caractère principal de l'habitant des Balkans est son appartenance à une ethnie, sans rapport avec des limitations d'un état, sans rien à voir non plus avec des considérations raciales<sup>8</sup>. L'appartenance nationale n'est, dans cette région, qu'un cas particulier de l'appartenance ethnique, distincte notamment de l'appartenance à un état ; cette considération serait impensable en France où prévaut l'idée d'état nation. Paul Garde, dans « Vie et mort de la Yougoslavie » : « La Yougoslavie n'a jamais été une nation, comme le sont la plupart des Etats européens. La France, la Hollande ou la Pologne, pour

---

<sup>8</sup> Voir la carte en annexe II

ne citer que ces exemples, ont chacune une langue, une histoire commune, un sentiment national. La Yougoslavie n'a rien de tout cela. »<sup>9</sup>

#### 1.2.1.L'inadéquation des frontières géographiques avec le territoire des peuples

L'autre grande difficulté qui se présente lorsqu'il faut présenter les populations balkaniques est que nulle part dans cette région, les frontières des états ne coïncident avec celles des peuples. Ces frontières ont été façonnées par les différentes politiques au cours de l'histoire mises en œuvre par les diplomates et les militaires. On peut lire dans la préface du livre de Jacques Ancel « Peuples et nations des Balkans », « les diplomates découpent les territoires, consacrent des états, pour répondre aux nécessités du droit et aux préoccupations des militaires ; mais les réalités fondamentales transgressent les limites : il s'agit des peuples ». Il existe de nombreuses minorités nationales dont l'identité ethnique ne correspond pas à l'appartenance étatique. On verra que dans tous les états de la région, une proportion plus ou moins importante de minorités nationales vient compléter le patchwork local. Le taux de cohésion qui en découle, au sein de chaque état, est révélateur. Il explique en partie des conflits qui se sont déroulés dans cette zone.

#### 1.2.2.La distinction entre les peuples et les minorités.

Les constitutions de l'époque titiste établissaient une hiérarchie entre deux types de nationalités : les peuples, et les minorités.

- Les peuples : slovènes, croates, bosniaques musulmans, serbes, monténégrins et macédoniens, tous sud-slaves habitant principalement la Yougoslavie fédérale de Tito composée des six républiques suivantes : Slovénie, Croatie, Bosnie, Serbie, Monténégro et Macédoine. A ces six républiques, Paul Garde ajoute une septième : la Bulgarie, et il est possible d'en rajouter une huitième, même si elle n'est pas systématiquement considérée comme un pays balkanique : la Roumanie.
- Les minorités : toutes les autres nationalités. Ils s'agit de populations habitant dans un état voisin, le long des frontières : Albanais, Bulgares, Roumains, Hongrois ;
- dépôts laissés par les anciens empires (Ottoman : Turcs en Macédoine et au Kosovo ; Habsbourg : Tchèques, Slovaques, Ukrainiens dans les régions du nord, en Croatie et en Voïvodine) ;
- diasporas : juifs, Tsiganes (Roms), ... Ces diasporas sont un élément fondamental pour comprendre l'environnement balkanique.

---

<sup>9</sup> GARDE (paul), Vie et mort de la Yougoslavie, Paris ; Fayard, 1992, pp. 15-16.

Deux minorités enfin se distinguent par leur nombre (Albanais et Hongrois), ce qui a justifié la constitution de provinces autonomes dans la Yougoslavie fédérale de Tito. Il convient de mentionner également une minorité qui, de 1945 à 1950, a été en quasi-totalité expulsée des régions balkaniques : en cinq ans, près de dix millions d'Allemands vont être chassés des différents états, froide vengeance populaire et institutionnelle à l'issue de la deuxième guerre mondiale.

Les minorités se trouvent en position de force dans les Balkans : 10 % en Albanie, 10,6 % en Roumanie, 15 % en Bulgarie. En Yougoslavie, les minorités nationales (Hongrie et Albanie) représentent 5,4 % et les minorités républicaines, 31,6 %, avant la « stratégie d'expulsion ». Dans chaque entité cohabite un patchwork de nationalités (ou minorités). L'analyse de la composition de ces nationalités permet de tirer un certain nombre d'enseignements :

- Le taux de cohésion : Paul Garde, dans « Vie et mort de la Yougoslavie »<sup>10</sup>, établit un taux de cohésion pour chaque territoire de la Yougoslavie. Ce taux représente la nationalité prédominante par entité ; la Yougoslavie (quand elle existait) avait le plus faible taux de cohésion, seule la Slovénie se situe à un niveau comparable à celui d'un grand nombre de pays européens.
- La concentration des nationalités : Outre le taux de cohésion, il est également intéressant de mesurer la concentration des nationalités, c'est à dire le pourcentage de prédominance numérique pour chacune des nationalités regroupant le plus grand nombre dans chaque entité, mais quel que soit le mode de calcul, les Serbes restent le peuple le moins concentré avec 23,8 % hors de la Serbie. Les Croates sont également concernés (22 %). Ceci explique en grande partie que les Serbes aient été à l'initiative de la remise en cause du système en place. La déconcentration du peuple serbe est le résultat d'une politique coloniale constante très forte vis à vis des Etats balkaniques.
- Le niveau de développement : Loin d'un rapprochement avec les grands modèles européens, il faut cependant constater que les Balkans ont d'importantes populations sous-développées : Albanais, Musulmans, Monténégrins, Macédoniens et Tsiganes, ce qui correspond pour la plupart à un réflexe de protection minoritaire.

On se trouve face à une mosaïque de peuples, ne parvenant ni à se retrouver dans les frontières actuelles, ni à se mettre d'accord sur les frontières idéales. La grande

Yougoslavie, telle que l'avait rêvée Tito et qu'il avait pensé construire au sein d'une grande fédération, ne pouvait en fait pas résister face aux vagues déferlantes de la renaissance des nationalités. Nous sommes dans une impasse, que Paul Garde, dans « Vie et mort de la Yougoslavie » définit parfaitement, la citation concernant la Yougoslavie pouvant très bien être étendue à l'ensemble de l'Europe balkanique : «La conscience d'un destin commun, la volonté de vivre ensemble, tous ces sentiments qui sont l'élément constitutif d'une nation, et le seul ciment possible d'un Etat viable, font totalement défaut dans ce pays (la Yougoslavie), et n'y ont jamais existé. Ils existent au contraire au plus haut degré, si l'on considère séparément les Serbes, les Croates, les Slovènes, et tous les autres peuples ».

Cette question est toujours d'une brûlante actualité à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle, car l'éclatement du bloc communiste a fait ressurgir avec virulence les revendications identitaires. D'une manière générale, les différents régimes communistes évitèrent de poser ouvertement la question des minorités nationales. Les tensions furent plus ou moins occultées, grâce à un mélange de politique autoritaire et de concessions faites aux diverses nationalités. Staline définit la nation comme suit: « La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture »<sup>11</sup>.

Voilà la pensée stalinienne, en matière de nationalité, dont Tito a été l'un des fervents partisans, mais il a su distinguer entre nation, nationalité et ethnie. Cela se manifeste dans l'édifice fédéral yougoslave. Six (6) républiques et deux (2) provinces autonomes (Kosovo de nationalité albanaise et Voïvodine de nationalité hongroise)<sup>12</sup>.

En 1961, les musulmans peuvent alors se définir comme une « ethnie musulmane ». En 1967, le gouvernement titiste reconnaît les musulmans comme une nationalité en Bosnie et en 1968 dans la république fédérative Yougoslave. Les musulmans ne se reconnaissent ni comme croates, ni comme serbes. Il y a donc un problème d'appartenance nationale. Certains se considèrent même comme des Croates d'appartenance musulmane. On propose à certains de se définir comme yougoslaves mais de nationalité indéterminée. On n'a pas voulu créer une nationalité bosniaque car les serbes et croates de Bosnie se seraient sentis exclus.

---

<sup>10</sup> GARDE (paul), Vie et mort de la Yougoslavie, op. Cit., pp. 118-119.

<sup>11</sup> Staline, Le marxisme et la question nationale, **Œuvres complètes, Tome 2, Nouveau Bureau d'édition, Paris, 1976, P252.**

<sup>12</sup> Voir la carte en annexe III.

Jean- Arnault Dérens et Catherine Samary ont écrit dans « Les 100 Portes des Conflits Yougoslaves » : « Lors de la crise finale du régime et de la montée des nationalismes, Tito devint l'objet de critiques opposées : le Mémoire serbe insistait sur son origine croato- slovène et ses liens au Komintern - nourrissant selon ses auteurs, une politique « anti-serbe » de Tito ; alors que les nationalistes croates se glosaient de « l'accent russe » de Tito et dénonçait son régime comme « pro- serbe »... En réalité, peut-être marqué par son origine mélangée, Tito n'était ni Croate, ni Slovène, ni « anti » ou « pro-serbe » - mais « titiste » : il a défendu un projet et un pouvoir yougoslaves -notamment les siens. Jouant un rôle d'arbitre entre les conflits et les nationalités, il s'efforça avec son équipe plurinationale, d'empêcher la domination d'une nation particulière, effectivement convaincu, sur la base de l'expérience de la première Yougoslavie, qu'elle sonnerait le glas de la fédération. »<sup>13</sup>

Tito va tenter d'atténuer les antagonismes nationalistes en favorisant les idées du yougoslavisme, adaptées, bien sûr, à la " sauce communiste ", dans les constitutions de 1948 (date de la rupture avec Staline) et de 1974 ; adoption du principe de nation, ou peuple au sens ethnico- culturel, librement choisie dans la nomenclature des nations constituantes dotées du droit d'autodétermination. On était donc à la fois yougoslave et serbe, et croate, etc. Mais plus d'un million de personnes se sont déclarées " yougoslaves " au sens national en 1981. Cependant, les " frontières invisibles " entre les communautés se maintiennent. Ainsi, par tradition, les serbes sont plus nombreux dans l'armée et occupent également des postes importants dans les structures du parti, dans les différentes républiques ou au niveau fédéral.

Le " Printemps croate de 1971 " constitue un accroc de taille dans la volonté fédératrice de Tito. Cette manifestation d'intellectuels croates, qui réclament une reconnaissance plus affirmée de l'identité croate, en particulier dans le domaine linguistique, se traduit par la création d'une société savante qui s'intéresse aux traditions culturelles et dont les membres passent rapidement de 2 000 à plus de 40 000. Cette renaissance nationaliste s'affirme également au sein du P .C. croate.

---

<sup>13</sup> DERENS (Jean-Arnault) (dir), les 100 portes des conflits Yougoslaves, Paris, L'ATELIER, 2000, PP.373-374

Le développement du nationalisme s'affirme également chez les Serbes, qui ont le sentiment que leurs prérogatives et leur place dans la République de Yougoslavie sont menacées. D'autre part, la présence des non-Serbes présents dans la République de Serbie alimente les vieux réflexes xénophobes. Le contexte économique a encore contribué à l'aggravation des tensions : déséquilibres de développement à l'intérieur, effets de la crise économique des années 70 et 80. Beaucoup d'apparatchiks du P.C. sont passés du communisme au nationalisme. La manifestation organisée par Milosevic à Belgrade le 28 juin 1989 (date symbole du nationalisme serbe), qui réunit près d'un million de personnes, constitue une provocation qui n'est pas étrangère au déclenchement de la crise yougoslave des années 90.

C'était donc, le personnage de Tito et sa notoriété qui pesait sur l'opinion yougoslave. Cette multitude de nationalités n'a pas conduit à un dépassement du fédéralisme à la yougoslave mais à son implosion. Les nationalismes rivaux ont pris l'exact contre-pied des principes marxistes : il s'agit de reterritorialiser les nationalités. Au recensement de 1991, les « Yougoslaves » ont quasiment disparu.

La politique la plus habile fut sans doute celle du maréchal Tito : il fit de son pays une république fédérative sur le modèle de l'URSS, en laissant à chaque région historique une relative autonomie et en s'efforçant de minimiser l'influence des Serbes, qui étaient majoritaires. Ce n'est pas sans raison que le Général de Gaulle dans une tirade prémonitoire disait ceci : « Cette permanence des nationalités en Yougoslavie, ça leur promet de belles, le jour où Tito ne sera plus là pour s'asseoir sur le couvercle de la marmite. Il tient la Yougoslavie depuis vingt ans. Il a résisté à Staline après avoir résisté à Hitler. Seulement le jour où il s'en ira, les croates, les serbes, les bosniaques mettront leur passion à lutter entre eux, comme ils l'avaient mise à lutter contre les Allemands. Ce sont des peuples guerriers. »<sup>14</sup>

### 1.3. Inégalités économiques flagrantes entre régions.

A la fin des années 80 et au début des années 90, les disparités économiques entre les entités de la fédération yougoslave ont été des éléments déterminants de la dislocation de la Yougoslavie. En effet dans les années 70, la prospérité était encore quasi-générale, prospérité que l'on attribuait à l'autorité de Tito. Mais cette prospérité était en partie

---

<sup>14</sup> Voir la carte en annexe III.

financée par les crédits octroyés par l'occident et, à la mort de Tito, les autorités yougoslaves furent contraintes de dévoiler la dette extérieure du pays. C'est ainsi que les Yougoslaves prirent connaissance de l'étendue du désastre : un taux d'inflation de 40%, une dette extérieure de 20 milliards de dollars, un déficit commercial de 1 milliard de dollars, un million de chômeurs recensés.

Cette situation, déjà inquiétante, fut amplifiée par le choc pétrolier de 1979, et la recession globale qui s'ensuivit marqua le début d'une croissance négative ininterrompue de l'économie yougoslave.

Par ailleurs, la productivité des entreprises est handicapée par le système auto-gestionnaire. En 1987, 2300 entreprises fonctionnent à perte. Leur fermeture aurait entraîné la perte d'emploi pour plus de 600000 salariés, repartis de façon inégale. L'écart se creuse rapidement entre les républiques « riches », dont les entreprises parviennent à se placer sur le marché international et à gagner des devises, et les républiques du Sud qui ne peuvent pas sortir du marasme économique.

Le nombre impressionnant de grèves et de manifestations ouvrières qui marquent la fin des années 80 montrent très clairement le degré avancé de décomposition du système économique, monétaire et institutionnel de la fédération yougoslave. En 1987, on compte 1623 grèves, soit quelques 365000 grévistes et 1720 grèves en 1988, soit 400000 grévistes. La plupart furent organisées dans le but déclaré d'obtenir des conditions salariales meilleures ; mais elles servaient en réalité à dénoncer l'exploitation économique de l'une des républiques par les autres.

Les réformes économiques du dernier gouvernement, celui de M. Markovic (Croate libéral), à partir de 1989, vont vers une libération totale de l'économie. Mais, pour réduire la hausse des prix et pour diminuer la dette, le gouvernement fédéral de M. Markovic, qui défendait encore un projet yougoslave, a fait adopter en décembre 1989 un plan d'austérité et un blocage des salaires. Malgré cela, la logique de marché creusera des écarts entre les régions.

La crise accrut les disparités en frappant plus durement les régions pauvres, alors que celles qui étaient plus riches s'estimaient lésées par une gestion bureaucratique mauvaise et inefficace supposée assurer une meilleure redistribution des ressources entre régions.

L'équipe dirigeante n'a pas su promouvoir une politique nationale satisfaisante pour tous bien que la politique Titiste ait déjà préparé le terrain aux solutions régionales, locales et par conséquent nationalistes. En outre, cette équipe a opté pour une politique systématique de décentralisation économique, creusant ainsi les inégalités entre régions.

Dans les conflits économiques à venir, apparaissent tous les éléments du malentendu yougoslave. On retrouve l'opposition Nord- Sud des régions anciennement autrichienne ou turques. Les premières au Nord (Slovénie, Croatie, Voïvodine) sont riches, car favorisées par la nature et par les traditions historiques. Leur agriculture est plus productive et elles ont de meilleures voies de communication. Elles sont donc plus évoluées et plus urbanisées.

Les régions du Sud et du Centre, qui étaient jadis sous domination turques, restent beaucoup moins prospères, la plus pauvre de toute étant le Kosovo. Elles ont plus d'illettrés et moins de journaux. En outre, leurs industries génèrent peu d'emplois car elles sont plus consommatrices de capitaux que de main d'œuvre, d'où un taux de chômage élevé. Ces régions ont aussi une plus forte natalité et cette démographie plus forte dans les régions les plus déshéritées aggrave les disparités entre le Nord et le Sud. Aussi et pour les atténuer, le pouvoir fédéral a-t-il mis en place en 1965 un fond d'aide aux républiques et provinces insuffisamment développées, alimenté par les républiques les plus riches. Mais progressivement la solidarité entre les républiques s'est effritée, chacune voulant renforcer ces positions privilégiées.

Après la mort de Tito, en 1980, la multiplication des conflits sociaux et le développement des richesses personnelles illicites ont conduit certaines républiques à se désolidariser de la cause fédérale commune. On chercha donc un bouc émissaire afin de lui en faire endosser la responsabilité s'accusant mutuellement entre républiques ou groupes ethniques.

Les disparités économiques furent donc la source de frustrations nationales décisives. Les Serbes reprochaient à la constitution de 1974 de ne plus leur permettre de contrôler leur propre territoire alors qu'ils contribuaient à son développement économique. En effet tout comme la Sloveie et la Croatie, la Serbie appartient au groupe de républiques les plus riches, selon les critères du Fonds Général d'Investissement. Cet organisme gérait l'aide au développement des républiques des provinces les moins développées (Macédoine, Monténégro, Bosnie-Herzégovine et Kosovo), et déterminait le montant des contributions à pourvoir.

Les Slovènes reprochaient au système leur lourde contribution au Fonds Général d'Investissement : ils devaient verser 1,97 % du produit social de toutes les entreprises publiques. Cependant, les entreprises slovènes transformaient des produits achetés à des prix bas aux autres républiques, et les revendaient à des prix élevés sur le marché fédéral.

Avec une telle plus-value, le produit social par habitant de la Slovénie était le double de la moyenne yougoslave.

De leur côté, les croates déploraient un système bancaire qui ne leur permettait pas de contrôler la masse des devises qu'ils apportaient à la fédération, par le biais notamment de leurs régions touristiques. Quand la Croatie fournissait 24% des ressources disponibles du Fonds Général d'Investissement, la Slovénie en apportait 18,5% et la Serbie seulement 17%

Les écarts de revenus per capita s'élargissaient sans cesse au bénéfice de la Slovénie, mais aussi de la Croatie. En effet, par rapport à la Serbie, le produit social par habitant était 7,3 fois plus élevé en Slovénie et 4,5 fois en Croatie.

Enfin, il y avait une totale interdépendance économique de toutes les républiques ou provinces autonomes, et la richesse de certains dépendait pour beaucoup de leur intégration à l'ensemble yougoslave. L'égoïsme républicain en matière économique, apparu dans les années 70, s'est creusé d'année en année jusqu'en 90. La crise économique a nourri la montée des nationalismes, elle a contribué à l'exacerbation des haines interethniques qui ont été également l'une des causes principales de la crise politique et constitutionnelle.

#### 1.4. Des pesanteurs et préjugés religieux inextricables

Avec la complexité confessionnelle des trois grands courants religieux : catholicisme romain, essentiellement représenté dans le nord ouest de la péninsule, orthodoxie et Islam, même si la pratique religieuse s'est atténuée dans beaucoup de pays, les divisions religieuses restent une donnée importante de la géographie culturelle, sociale et politique de l'Europe orientale.

Quatre grands événements doivent être rappelés : la christianisation de ces pays, de l'Antiquité au Moyen Age, inséparable de la division du christianisme en deux grands courants religieux, le catholicisme et l'orthodoxie ; la Réforme protestante du XVIème siècle et les réactions qu'elle a suscitées ; la pénétration de l'Islam, au moment de la conquête ottomane.

##### 1.4.1. Double évangélisation.

Elle s'est faite à partir de deux sources différentes : l'église romaine d'occident et l'église grecque d'orient. A l'époque de l'empire romain, le christianisme s'était répandu dans une partie de la péninsule balkanique, mais son expansion a été arrêtée en Europe par l'invasion des peuples barbares, qui étaient des païens. Lorsqu'elle a repris, elle s'est faite à partir des deux grands foyers religieux qui commençaient déjà à diverger sur certains points

et qui ont fini par se séparer définitivement lors du grand schisme de 1054: l' Eglise latine de Rome et l' Eglise grecque de Constantinople.

Dans l'orbite romaine, les faits majeurs sont la christianisation des trois royaumes de Bohême, de Pologne et de Hongrie. Le christianisme latin s'est également implanté dans les pays slaves qui faisaient partie des possessions autrichiennes ou hongroises. Ce fut le cas de la Slovénie et de la Croatie, où l'évangélisation avait commencé très tôt.

Dans l'orbite de Constantinople, s'est développé le christianisme orthodoxe, surtout implanté en Bulgarie, en Roumanie et en Serbie, ainsi qu'en Russie où il a été le ciment du royaume de Kiev au Xème siècle. La Serbie et l'Albanie avaient été christianisées très tôt, sous l'influence romaine. Mais lors du partage de l'empire romain, ces pays se sont trouvés placés sous l'influence byzantine. C'est au IXème siècle que la Serbie s'est tournée définitivement vers le christianisme oriental. Quant aux Albanais, qui ont subi à nouveau l'influence latine à l'époque des Croisades, ils se partageaient avant l'arrivée de l'islam entre catholiques et orthodoxes.

Malgré toutes les tentatives de rapprochement œcuméniques qui ont été faites, les rapports entre le catholicisme et les églises orthodoxes restent souvent difficiles. Parmi les églises orientales, certains groupes avaient finalement reconnu l'autorité du Pape, tout en conservant leur liturgie orientale: ce sont les églises dites "Uniates". Les régimes communistes les avaient dissoutes et obligées à se fondre dans les églises nationales orthodoxes. Cela fait naître encore aujourd'hui de vives tensions, qui se manifestent notamment chaque fois que se pose le problème de la restitution des biens des églises, confisqués pendant la domination communiste. Suivant les pays, ces questions ont été réglées avec plus ou moins de facilité.

#### 1.4.2.Réforme protestante.

La propagation de la Réforme, née dans les pays rhénans, a été assez faible dans les pays d'Europe centrale et orientale, mais elle a eu tout de même des conséquences importantes dans certains états. Touchées particulièrement par les idées de cette doctrine, la Bohême, où une Bible protestante en langue tchèque a été éditée de 1579 à 1593, et la Slovaquie sont devenues des enjeux de la Contre Réforme catholique. La résistance des nobles bohémiens réformés contre l'empereur fut à l'origine de la guerre de Trente Ans. Mais après la victoire de la Montagne Blanche, les Jésuites autrichiens reconquirent la Bohême et y rétablirent le catholicisme. Finalement, les seuls pays d'Europe centrale et orientale dans lesquels la Réforme s'est imposée ont été l'Estonie et la Lettonie. Ces deux

pays, qui avaient été évangélisés par les ordres militaires prussiens, sont devenus luthériens, dès les années 1520, sous l'influence allemande.

Il est intéressant de souligner qu'en Europe centrale et orientale, les églises protestantes, qui se trouvent en situation minoritaire, ont souvent pris la défense des minorités ethniques ou linguistiques, dont elles font valoir les droits. Cela est vrai des minorités tziganes, allemandes et surtout magyares. L'influence de ces églises s'exerce aussi officiellement à travers les conseils oecuméniques qui ont été mis en place dans la plupart des pays pour faciliter le dialogue des religions avec l'Etat.

#### 1.4.3.L'Islam

L'islam s'est introduit dans les Balkans au moment de la conquête ottoman vers 1483. Les Turcs n'ont cependant pas cherché à convertir massivement par la force les populations qu'ils avaient soumises. Ils ont laissé aux chrétiens leurs écoles, leur organisation religieuse et leurs églises nationales qui sont donc devenues pour eux le dernier refuge de liberté renforçant ainsi leur attachement au christianisme. Mais cela n'a pas empêché un certain nombre de conversions volontaires à l'Islam et dont les motifs ont été de deux sortes : certaines populations minoritaires souhaitaient se démarquer des Slaves chrétiens parmi lesquels elles vivaient, soit parce que leur origine ethnique était différente, soit parce qu'elles avaient souffert dans le passé de persécutions en raison de croyances religieuses particulières.

Les Slaves de Bosnie ont été également nombreux à se tourner vers l'Islam. Celui-ci a particulièrement pénétré dans les villes et touché la frange la plus instruite et la plus aisée de la population. Pratiquant un islam modéré, ces musulmans ont longtemps vécu en bonne intelligence avec leurs compatriotes des autres religions.

#### 1.4.4.Des préjugés sur l'Islam.

Les événements récents ont montré toutefois à quel point la présence de Musulmans dans les Balkans pouvait laisser des séquelles chez les populations chrétiennes qui les ont accusés d'avoir profité de l'invasion ottomane à leurs dépens. La haine que ces chrétiens éprouvaient autrefois pour l'occupant turc trouva alors un nouvel objet dans ces musulmans. Même si les conflits actuels opposent des peuples de religions différentes, il faut se garder de les considérer comme des "guerres de religion". Ce sont les traductions de profondes divisions sociales, héritées de la période coloniale et dont les différences religieuses ne sont que l'expression.

Les musulmans vivent en Europe depuis des siècles. Ils forment de fortes minorités dans de nombreux pays européens. Si les contacts ont été souvent bons et si musulmans et

chrétiens entretenaient des relations de bon voisinage, il y a eu également, de part et d'autre, des réserves et des préjugés massifs. Ils reposent sur des expériences douloureuses dont certaines trouvent leurs racines dans l'histoire et d'autres dans un passé plus récent. Il faut donc pour les combattre multiplier, à tous les niveaux, les efforts visant à permettre aux musulmans et aux chrétiens de se rencontrer et d'engager le dialogue.

#### 1.4.5.Complexité ethnico-religieuse

Il est difficile de prétendre que la récente guerre des Balkans n'était pas basée sur des préjugés religieux quand on tient compte des alliances qui soutenaient les parties en guerre. Les Croates et les Bosniaques ont des liens ethniques aussi étroits avec les Russes que les Serbes, mais c'est l'intérêt des Serbes Orthodoxes que la Russie Orthodoxe a choisi de défendre contre leurs cousins Croates et Bosniaques. Parallèlement, les Grecs n'ont pas de liens ethniques avec les Serbes, et en fait ils ont été ennemis plus souvent qu'amis, mais ils sont Orthodoxes. La Grèce a donc refusé de coopérer avec l'OTAN bien qu'elle soit membre de cette organisation. Voyez aussi la rapidité avec laquelle la Communauté Européenne, en partie Catholique, a reconnu la Slovénie et la Croatie Catholique. Ce sont des guerres d'intolérance religieuse, mais certainement pas une guerre de religions. Au total, la Yougoslavie a hérité de pesanteurs lourdes (géographiques, ethniques, linguistiques, religieuses, économiques et socioculturelles) dont elle a du mal à se séparer et qui constituent, pour l'essentiel, la toile de fond des questions de nationalités dans les Balkans.

#### 1.5.Particularités des Nationalismes croate et serbe.

Le mouvement nationaliste a connu d'importants succès dans la péninsule des Balkans où L'empire ottoman affrontait deux nationalismes très actifs, le serbe et le grec. Les Serbes ont entamé une révolte nationale en 1804 qui a abouti à la création d'un gouvernement autonome en 1817.

Les anciens peuples opprimés sont devenus, après 1918, des minorités tout aussi opprimées dans de petits Etats issus du fractionnement opéré par le nouveau dessin des frontières. Leur conscience nationale n'en fut que plus exacerbée. Ce fut le cas des Slovaques livrés aux Tchèques ainsi que des Croates et des Slovènes enfermés dans la Yougoslavie.

Hitler joua habilement de ces différends pour procéder au démantèlement de la Yougoslavie qu'il avait envahie en avril 1941. Il utilisa Kvaternic, un dirigeant oustachi de

Belgrade (l'organisation terroriste des Oustachis avait été créée pour défendre les intérêts du peuple croate face aux Serbes) qui proclama la naissance d'une Croatie indépendante.

La nouvelle Croatie, inféodée aux allemands et aux italiens, céda à Mussolini la plus grande partie de la côte dalmate, mais s'agrandit avec la Bosnie-Herzégovine, offrant aux croates l'occasion de se venger des serbes qui se trouvaient sur leur territoire. Cette vengeance se transforma en massacre : des tribunaux militaires et des camps de concentration se livrèrent à un travail d'élimination systématique.

Les musulmans, qui avaient eux aussi des comptes à régler avec les serbes, proposèrent leur aide. De même, l'église catholique, poussée par son inimitié séculaire envers les orthodoxes, se mit également de la partie, approuvant la conversion forcée des serbes ou, comme le moine franciscain Miroslav Philipovitch Mastorovitch, poussant le zèle jusqu'à diriger le camp de Jasenovac.

En 1941, un état serbe réduit à ses frontières de 1913 vit le jour et procéda à son tour à la purification ethnique. Parallèlement, l'état du Monténégro (sous protectorat italien) fut proclamé mais n'eut qu'une existence virtuelle, tandis que la Slovénie, partagée entre l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie, disparaissait en tant qu'état. En revanche, la Slovaquie, surgi du démembrement de la Tchécoslovaquie en 1938, proclamait son indépendance en 1939. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, certains gouvernements subjugués par l'Union soviétique mirent fin à la brève histoire de ces petits pays qui ne connurent qu'une indépendance éphémère, sans guérir pour autant les blessures historiques qui avaient permis leur création. Ces blessures resteront sous-jacentes, attendant la moindre occasion de resurgir.

Lors de la disparition de la tutelle soviétique sur l'Europe centrale et orientale, une poussée nationaliste s'est produite dans tous les états formant cette péninsule balkanique. Dans les pays ethniquement et culturellement homogènes, elle fut surtout un retour à une identité qui avait été plus ou moins occultée. Dans les pays où coexistaient plusieurs nationalités, elle eut des effets dévastateurs. Les serbes de l'ancien Empire austro-hongrois, étaient organisés en « zadruga »<sup>15</sup>, sorte de famille élargie comparable à une organisation clanique. Cette organisation clanique s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui et cette réalité

---

<sup>15</sup> Association française d'études sur les Balkans "Etudes balkaniques : état des savoirs et pistes de recherche", Paris, 2002, PP19-20

« Même s'il n'y a pas une seule définition qui embrasse toutes les variantes de la zadruga, celle-ci peut être considérée avec approximation comme étant une maison (household) habitée par deux ou plusieurs familles biologiques ou restreintes, étroitement réunies entre elles par des relations de sang ou d'adoption, possédant en commun les moyens de production, produisant en consommant leurs moyens de subsistance en commun et réglant en commun le contrôle de la propriété, du travail et des moyens de subsistance. » (Mosley, 1976, p. 19).

n'est pas étrangère aux affrontements de ces dernières années. Le nationalisme, en particulier serbe et croate, s'affirme dans d'autres courants politiques. Chez les croates. Plusieurs partis émergent :

- Le Parti National fondé par Ante Starcevic et Eugen kvaternick, très influencé par les idées de la révolution française et de Mazzini (1805 ou 1808 - 1872, patriote et révolutionnaire italien partisan de l'unification de l'Italie par la république) ;

- Le Parti du Droit, faisant référence au royaume croate médiéval des Xe - XIe siècles.

Ces deux partis militent pour l'union de tous les Croates et pour l'indépendance par rapport à l'Autriche-Hongrie. Ils s'appuient sur les paysans et la bourgeoisie, considérés comme les seuls véritables porteurs de la nation croate, contrairement à la noblesse accusée de s'entendre avec la Hongrie. Ces partis ont subsisté jusqu'en 1914 ;

- Le Parti Populaire Paysan croate, créé en 1904 par les frères Radic, qui va reprendre le flambeau nationaliste. Stjepan Radic est emprisonné en 1925, puis assassiné en plein parlement par un député monténégrin en juin 1928. Il s'en suivit une radicalisation du nationalisme croate avec le mouvement fasciste des oustachis d'Ante Pavelic (qui va organiser l'assassinat du roi de Yougoslavie Alexandre Ier à Marseille en 1934).

Côté Serbes émergent les partis suivants :

- Le Parti National fondé en 1882 dans l'empire austro- hongrois. Il réclame la reconnaissance des droits des Serbes vivant hors du royaume de Serbie, en particulier les populations serbes des confins militaires du royaume de Hongrie ;

- Le Parti Radical de Nikola Pasic, dans le royaume de Serbie, s'appuie sur les paysans garants de la culture serbe et défend l'idée d'une grande Serbie. Il va marquer la vie politique pendant une quarantaine d'années.

Dans les premières années du royaume S.H.S., la situation est très tendue entre les deux courants nationalistes : le Croate Stjepan Radic est emprisonné en 1925, puis assassiné en plein parlement par un député monténégrin en juin 1928. En 1929, le roi de

Serbie dissout le parlement et annule la constitution de 1920, remplacée par la constitution du " Vidovdan " qui établit une véritable dictature, qui va exaspérer le nationalisme croate (cf. assassinat du roi en 1934). Durant la Seconde Guerre mondiale, l'affrontement va se poursuivre entre oustachis et tchetniks. C'est Tito qui en tire profit.

Coexistence des deux phénomènes du yougoslavisme et des nationalismes. Il semble que, dans l'histoire des peuples, une phase nationale soit indispensable, mais il faut évidemment distinguer le sentiment national du nationalisme. Enfin, on constate une permanence sur au moins 2 siècles du discours national fondé sur l'idée du sol mythique. Il faut rappeler qu'on distingue trois " Yougoslavie ". La première (qui prit ce nom en 1929), dans l'entre-deux-guerres, dominée par la monarchie serbe ; la deuxième, fédérative et socialiste, sur laquelle régna Tito jusqu'à sa mort en 1980, prit fin en 1991 avec les sécessions de la Slovénie et de la Croatie, suivies des déclarations d'indépendance de la Macédoine et de la Bosnie-Herzégovine. La Serbie et le Monténégro ont alors proclamé la République fédérative yougoslave, la troisième Yougoslavie !

Depuis la formation de l'État yougoslave, les principales sources internes des tensions nationales sont :

- la rivalité serbo-croate.
- la crainte d'un hégémonisme serbe qu'éprouvent toutes les autres nations.
- les difficultés albano- serbes au Kosovo.

Les argumentaires des parties en présence reposent largement sur la négation de la légitimité territoriale de leurs adversaires et sur le rappel de griefs parfois séculaires, c'est-à-dire sur des lectures contradictoires de l'histoire (ex : assimilation par les Serbes de tous les Croates aux oustachis).

Ces deux citations viennent davantage expliquer les négations qui les sous-tendent

- « L'intolérance et la haine prospèrent dans l'ignorance, la stupidité et le faux nationalisme. »<sup>16</sup>
- « un patriotisme qui a perdu sa noblesse et qui est au patriotisme noble et raisonnable, ce que l'idée fixe est à la conviction normale. »<sup>17</sup>

---

<sup>16</sup> Albert-Ena Caron,

<sup>17</sup> Albert Schweitzer,

S'agissant de la Yougoslavie, le lecteur retiendra cette citation de Alain Peyrefitte qui écrivait à propos de ce pays : « chaque peuple a conservé son caractère, malgré les laminages successifs ou simultanés des différentes occupations : germanique, turque, française, autrichienne, italienne et allemande. Des peuples qui ont été vassalisés et dépersonnalisés systématiquement, pendant cinq cents ans comme les Serbes, sept cents comme les croates et les Bosniaques ou mille ans comme les Slovènes réapparaissent au bout de plusieurs siècles. Ils restent farouchement décidés à défendre contre tout empiètement leurs traditions et leur culture. Ce n'est pas un spectacle encourageant pour les amateurs d'intégration. »

## 2.COMMENT PREVENIR UNE NOUVELLE POUSSEE NATIONALISTE?

### 2.1.Les moyens d'échapper au danger

Les expériences du passé et l'observation du présent ne donnent pas grand espoir d'échapper à cette cruauté de la politique, que des hommes affamés de pouvoir considèrent comme la chance de leur vie : le conflit en Irlande du Nord - vieux de plusieurs siècles - s'est aggravé depuis la fin des années 60 et rien ne laisse envisager sa fin prochaine. La guerre civile au Liban (que sa coexistence pacifique avec les autres pays avait pourtant fait surnommé jadis la "Suisse du Proche-Orient") a duré pendant quinze ans. La ressemblance est frappante entre les affrontements actuels dans l'ex-Yougoslavie et certains conflits historiques dans les Balkans. De tels cas de figure ont donné naissance à la notion de conflit interminable ou prolongé. Généralement, les différentes forces sont dans une situation où aucune partie ne peut gagner ou perdre. Au mieux, elles s'épuiseront d'elles-mêmes jusqu'à ce que le conflit devienne "exsangue". Alors qu'une intervention extérieure semble souhaitable, il est difficile de convaincre la communauté internationale de s'engager dans une aventure qui pourrait lui coûter cher en devises et en vies humaines. Ce qui serait utile est la modification radicale des paramètres fondamentaux du conflit. Mais, comme on a pu l'observer dans d'autres conflits, l'escalade contraint les populations à la loyauté vis-à-vis de leur minorité. La politique est alors ramenée à la notion du couple ami/ennemi. Les demi-teintes, les zones grises, les scrupules et les doutes sont considérés comme l'expression d'une trahison, finissant logiquement par décourager les forces normalement disposées à s'élever contre les bellicistes et à faire entendre leur voix.

La première leçon à tirer de ces conflits prolongés est irréfutable : dans un conflit qui s'amorce, la dynamique de l'escalade prévaudra, à moins que des mesures politiques d'intervention préventive ne soient prises à un stade précoce, par les nationaux ou les étrangers, ou par des organisations régionales ou internationales, qui ont pour mission de mettre fin pacifiquement au conflit.

En supposant que des efforts sont faits suffisamment tôt pour désamorcer un conflit nationaliste, que convient-il de faire pour que la désescalade semble constructive du point de vue pratique ? Comme nous l'avons déjà vu, ces conflits sont toujours fondés sur des causes, des inquiétudes et des revendications concrètes, qui entretiendront le risque d'escalade tant qu'aucune solution ne sera trouvée.

Dans le cas du nationalisme lié à la conservation du patrimoine, l'idée de séparation devient intéressante dans les états pluri- ethniques, où le séparatisme pourrait conduire à une structure étatique viable. Une démarche moins radicale consisterait à instaurer une « autonomie régionale » au sein de la structure étatique conventionnelle. Cette solution, qui a d'ailleurs été choisie en Catalogne, en Espagne, au bout de plusieurs décennies, comporte des chances de réussite. Dans l'ex-Yougoslavie, la Slovénie et la Croatie ont essayé de mettre sur pied une structure confédérale fondée sur les principes d'une importante décentralisation et de la subsidiarité. Mais, après plusieurs échecs dans ce domaine en raison du manque d'intérêt des autres républiques de l'ex-Yougoslavie, la Slovénie et la Croatie ont opté pour la proclamation de l'indépendance, ce qui n'était pas dépourvu de bon sens.

Une véritable démocratisation, autrement dit une démocratisation qui ne serait pas seulement symbolique, pourrait, en reconnaissant ses droits, offrir une perspective constructive à une majorité, dont les revendications nationalistes sont liées à la crainte de se voir dominée par une minorité imposée. Mais, avec ce type de démocratisation, la minorité peut facilement devenir le bouc émissaire de tout échec ou de toute erreur et finir par manquer de la protection juridique officielle qui est indispensable, à long terme, à une coexistence pacifique.

La seule approche constructive du nationalisme lié à la crainte d'une minorité d'être assimilée politiquement et culturellement à la majorité est la protection officielle des droits des minorités (Cas du Kosovo par ex.) Il importe, pour cela, de réunir au moins les conditions suivantes : protection active des minorités, destinée non seulement à encourager la tolérance, mais aussi à promouvoir activement leur identité ; large autonomie culturelle dans le domaine de la langue, de l'éducation et des médias ; droits spécifiques concernant la participation à la vie politique, grâce notamment au vote à la représentation proportionnelle, au droit de veto et au pouvoir de blocage ; garanties procédurales et protection juridique. Pour éviter que des minorités se retrouvent dans une situation de détresse psychologique et cherchent un refuge politique dans le nationalisme radical, il faut que des mesures de protection soient incluses dans les constitutions nationales (dispositions prises dans le cas des minorités en Macédoine). Il serait également souhaitable de garantir ces mesures au niveau international, dans le cadre du Conseil de l'Europe ou de la CSCE par exemple. Si des organisations supra- nationales disposant des règles de protection juridique appropriées qui sont créées, les gouvernements pourraient avoir à répondre

devant elles ; toutes les parties impliquées dans un conflit, notamment les minorités concernées, pourraient faire appel à ces instances pour le traiter.

## 2.2. Les conditions de la paix

Ces lignes constituent une réflexion sur les positions et les initiatives diplomatiques capables d'éviter que les conflits potentiels existant aujourd'hui en Europe ne dégèrent en crises ouvertes. En d'autres termes, elles tentent d'ébaucher une stratégie diplomatique européenne de stabilisation du Vieux Continent.

Le degré de stabilité et de prospérité de l'Europe, à moyen terme, dépendra des réponses apportées aux questions suivantes. Comment le maintien, et dans certains cas, la réappropriation des identités nationales vont-ils se combiner avec le développement d'entités transnationales ? Quel degré d'uniformité et d'homogénéité ces dernières vont-elles revêtir ? Qui vont-elles inclure et à quel moment ? Et, finalement, que faire pour que ces changements se déroulent de manière pacifique et prévisible ? Mais ce qui se passera en matière d'autodétermination nationale, d'intégration supranationale, de maintien ou de modification des frontières, de reconnaissance des minorités, et de relations entre états européens sera influencé par, et à son tour influencera, le caractère démocratique et social de ces états, la compétitivité de leurs économies et, surtout, les relations de l'Europe et de ses membres d'une part, avec le reste du monde d'autre part. ces dépendances croisées sont indispensable afin de mettre en évidence le fait qu'une diplomatie européenne de promotion de la stabilité du Continent doit envisager des positions et des initiatives dans des domaines et des cadres politiques très divers.

## 2.3. Les conditions indispensables à l'éveil d'une conscience démocratique

La nouvelle Yougoslavie (Yougoslavie de 1945 à 1991), créée le 29 novembre 1945 se compose d'une mosaïque d'ethnies, de langues et de confessions religieuses, marquée par les cicatrices de l'histoire. Une mosaïque politique et nationale : Elle compte six Républiques (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Macédoine et Monténégro) et deux provinces autonomes rattachées à la Serbie (Kosovo et Vojvodine). À l'exception de la Slovénie, toutes les Républiques sont hétérogènes. En effet, six nations titulaires sont reconnues : Serbes, Croates, Slovènes, Monténégrins, Macédoniens et Musulmans (depuis 1967), mais la répartition de ses peuples ne correspond pas au découpage territorial.

Une mosaïque linguistique : Il existe 3 langues officielles : le slovène, le serbo-croate et le macédonien. Deux alphabets coexistent : l'alphabet latin et l'alphabet cyrillique.

Une mosaïque religieuse : Les religions ne sont pas étrangères aux phénomènes ethniques. Elles sont en inter- influence avec eux. On ne connaît pas de peuples sans particularisme religieux. Même les religions les plus cosmopolites n'existent que par les peuples qui les pratiquent. Elles sont souvent un élément important de l'ethnie comme nous pouvons le constater en Israël, chez les Araméens, les Irlandais ou les Arabes. Mais en aucun cas, elles ne permettent à elles seules de déterminer l'existence d'une ethnie. L'ethnie serbo-croate se trouve partagée en plus de trois religions: musulmans en Bosnie, catholiques en Croatie, orthodoxes en Serbie. La religion qui, pour tant d'autres peuples, sert de lien national tend ici à diviser un peuple. Pour mieux diviser et régner, Tito poussa l'absurde jusqu'à proclamer une nationalité musulmane. Vouloir faire de la religion le critère d'une nation conduit à l'aberration ; tout ceci s'explique aisément par l'histoire. La Yougoslavie est traversée par la zone de contact de l'orthodoxie et du catholicisme qui va de l'Adriatique à la Baltique et à laquelle va s'ajouter l'islam pendant l'invasion et l'occupation ottomane.

### 2.3.1. Les "frontières" visibles et invisibles

Le terme « frontière » est souvent compris dans le sens exclusif de frontière internationale entre états. Il peut aussi être utilisé pour désigner un outil d'administration étatique ou mondiale et entrer, par exemple, dans le vocabulaire pratique du discours traitant de la construction des identités sociales, mais sa signification reste dans tous les cas contextuelles.

Une perspective historique et critique permet de dépasser les suppositions des frontières naturelles entre les « nations » ou les « ethnies ». Les idées concernant le territoire, la souveraineté, la nation, le nationalisme, la citoyenneté et l'identité sont toutes centrales quand on veut comprendre les bases sociales, politiques et culturelles des frontières et de leur reproduction. Ces frontières internes sont caractérisées entre autre par la ségrégation raciale, la discrimination socio-économique, les barrières linguistiques, etc.

Or, il serait intéressant dans le cadre des problèmes balkaniques, de lier le domaine de la géopolitique au domaine des études sur la construction des identités, non pas celles des personnes mais des différents groupes sociaux. Le tracé des frontières est une pratique sociale qui suit souvent les discours institutionnalisés sur la différence.

il peut s'agir des murs entre l'asile et la société, des frontières étatiques entre les pays, les frontières administratives entre régions qui se proclament différentes ou bien il peut s'agir de frontières mentales, frontières qu'un observateur extérieur ne verra pas au premier

coup d'œil. Ce sont les séparations ethniques ou politiques qui peuvent se manifester même à l'intérieur d'un petit village, (par ex. les frontières invisibles entre les immigrés et les citoyens de l'état, etc.).

### 2.3.2. Les "frontières" naturelles

La nomenclature géographique traditionnelle ne reflète pas toujours très bien les réalités politiques, qui sont par nature changeantes. En effet, la géographie de cette partie de l'Europe conduit à l'isolement des populations. Ainsi, les montagnes côtières isolent les populations côtières de celles de l'arrière-pays et les cours d'eau marquent davantage les limites que les traits d'union.

KUBLI écrit dans son ouvrage *Du nationalisme yougoslave aux nationalismes Post-yougoslaves* : « La première explication simpliste est celle de la ligne, celle de la grande séparation entre Empire romain d'Orient et d'Occident, entre le catholicisme et l'orthodoxie. À cause de cette ligne de démarcation datant de quinze siècles, la civilisation européenne s'arrêterait aujourd'hui au milieu de la Yougoslavie, alors qu'au-delà commencerait un monde incertain et barbare. Stéphane Yerasimos dénonce cette cécité soudaine et s'interroge : « L'Europe s'arrête sur la Save. Au-delà, une Transbalkanie incertaine : des Serbes orthodoxes et communistes, des Bosniaques et des Albanais musulmans, derrière, des Macédoniens et encore au-delà... les Grecs, membres de l'OTAN et, de surcroît de la CEE, à moins qu'on ne veuille les accrocher à la remorque de la Communauté par les ferries d'Ancône et de Brindisi. [...] L'Europe du Traité de Rome aura-t-elle les frontières de l'Empire romain d'Occident, s'arrêtant à la Dalmatie, l'au-delà n'étant que hérésie et intrigue byzantine? » »<sup>18</sup>

Tous ces peuples qui ont donc connu un brassage constant au cours de l'histoire, n'ont jamais coïncidé avec un territoire précis. KUBLI note aussi, « S'il n'existe pas de ligne claire aujourd'hui, on ne peut guère plus en trouver une dans l'histoire. Les frontières dans les Balkans n'ont cessé d'être modifiées au cours des siècles, pour prendre tour à tour des configurations différentes. La seule frontière qui a perduré presque deux siècles est celle qui a séparé l'Empire habsbourgeois de l'Empire ottoman, du 17<sup>ème</sup> au 19<sup>ème</sup> siècle.

Le problème pour les théoriciens de la ligne de séparation multiséculaire, c'est que cette frontière ne correspondait pas à la ligne de partage entre Empire romain d'Orient et d'Occident. Plutôt que traversés par une ligne de partage, les territoires des Slaves du sud sont un lieu où se rencontrent l'islam, l'orthodoxie et le catholicisme. C'est le lieu où se sont rencontrées les cultures germaniques, latines, ottomanes et slaves. Bien plus que des digues

infranchissables entre deux mondes qui s'ignorent, les vallées yougoslaves forment une multitude de lieux de passage. »<sup>19</sup>

Mais en est-il encore temps quand on constate que, d'un accord de paix en un autre, le partage des territoires abouti à des zones de plus en plus homogènes de point de vue confessionnel ou linguistique.

### 2.3.3. Les "frontières" linguistiques, culturelles et sociales

La culture est bien une ressource politique que tous les pays d'Europe, occidentale ou orientale, ont utilisée pour affirmer leur existence en tant que nation. Dans les Balkans, les populations slaves entourent divers peuples d'origine différente, avec lesquelles elles ont entretenu des relations complexes. Les différences religieuses s'ajoutent encore aux différences ethniques pour introduire des distinctions supplémentaires, mais les Balkans doivent leurs crises à leur position de carrefour. En outre, le développement historique de ces pays a été déformé par leur subordination aux empires autrichien, ottoman et russe.

L'existence d'une identité nationale croate, marquée à la fois par l'histoire, le catholicisme, et un certain nombre de particularismes linguistiques acceptés désormais comme norme de la langue croate ne saurait ainsi faire oublier ce qui différencie la Dalmatie méditerranéenne de la Slavonie ou de la Zagorje (région proche de Zagreb) qui appartiennent pleinement à l'espace de l'Europe centrale. Les trois langues balkaniques principales coexistaient, le macédonien (le bulgare) érigé en langue en 1945, le slovène au nord, et le serbo-croate. Cette dernière langue est la synthèse de trois dialectes dominants dans la région, et dont le premier est celui du littoral, le deuxième est le kaïkavien pour la région de Zagreb et le troisième le chtokavien, un dialecte parlé en Herzégovine. La codification de ces langues donnera la langue de l'espace yougoslave.

Aujourd'hui trois langues officielles sont pratiquées : le serbe, le croate et le bosniaque. Les « frontières » linguistiques entre les peuples et religieuses entre chrétiens catholiques (les Croates) et orthodoxes (les Serbes), et entre chrétiens et non chrétiens, musulmans (en Bosnie) et Juifs (dans la région de Sarajevo) ont engendré une multitude d'Etats caractérisés par une grande diversité de groupes ethniques, de cultures et de religions. Si l'on envisage la longue période de l'histoire des sociétés et de la production culturelle, il faut aussi reconnaître que les espaces yougoslaves se trouvent à la croisée de plusieurs aires de civilisations<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> KUBLI (olivier), Du nationalisme YUG aux nationalisme Post-YUG, op. Cit. , P.10..

<sup>19</sup> KUBLI (olivier), Du nationalisme YUG aux nationalisme Post-YUG, op. Cit. , P.11.

<sup>20</sup> Voir les cartes en annexes IV.

François PALACKY a dit le, 11 avril 1848. « L'histoire a entassé au Sud-est de l'Europe, le long des frontières de la Russie, un groupe de peuples très divers par la langue, les mœurs et l'histoire, Slaves, Roumains, Magyars, sans parler des Grecs, des Turcs et des Albanais ; ces tribus, dont aucune n'est assez forte pour résister à leur redoutable voisin, ont mis en commun leur faiblesse, le Danube est le lien qui les rattache les unes aux autres et l'état qui les embrasse ne saurait s'en éloigner sans danger ; cet Etat est cependant indispensable à la sécurité de l'Europe et de l'humanité. Sincèrement, si l'empire d'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer et cela dans l'intérêt de l'Europe, dans l'intérêt de l'humanité... Pensez à une Autriche qui serait dissoute en une multitude de républiques : quelle base incomparable pour l'établissement par la Russie d'une monarchie universelle ! Pour le salut de l'Europe, ne laissons pas Vienne tomber au rang d'une capitale de province. » <sup>21</sup>. Ce point de vue reste toujours d'actualité en remplaçant l'Autriche d'antan par l'Union Européenne.

#### 2.3.4. Décalage balkanique.

##### 2.3.4.1. Décalage politique et juridique.

L'exercice de la citoyenneté suppose que les individus concernés participent pleinement à la vie politique et sociale. Or, la zone balkanique réunit des populations dont les origines historiques et les caractéristiques sociales sont différentes et qui choisissent parfois d'assumer des identités particulières ou d'affirmer leur fidélité à un passé historique particulier.

Prenons comme exemple la Serbie et le Monténégro qui sont les composantes de la RFY (République fédérale de Yougoslavie), pays au coeur des Balkans qui constitue depuis une décennie le maillon faible de la stabilité et de la sécurité. Le rapport sur « La mise en oeuvre du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-est » affirmait que « la paix et la stabilité en Europe du Sud-est se trouveraient considérablement améliorées si le régime de Slobodan Milosevic cédait la place à un gouvernement démocratique et ouvert, qui mettrait un terme à l'isolement total dans lequel le pays se trouve actuellement »<sup>22</sup>

---

<sup>21</sup> Cité dans l'ouvrage de S. PIERRE-CAPS, « La Multination : l'avenir des minorités en Europe centrale et orientale », P11.

<sup>22</sup> Rapport présenté au nom de la Commission politique par MM. Blaauw et Valk, Document 1691,10 mai 2000 paragraphe 43.

#### 2.3.4.2. Décalages économiques et sociaux.

L'égalité politique et juridique ne suffit pas à fonder les liens sociaux. La réduction des inégalités économiques et sociales est aussi une condition de l'exercice concret de la citoyenneté. D'autre part on constate que depuis la construction du Royaume (de Yougoslavie) des Serbes, Croates et Slovènes en 1929, les autres peuples et nationalités (Albanais, Bosniaques, Juifs, Macédoniens, Monténégrins, Turcs, Torbesi (Pomaks, Gorani), Tsiganes, Vlachs et d'autres) ont été marginalisés dans la constitution en dépit de leur importance numérique dans la population. On note une diversité de peuples et de coutumes de racines Byzantines, Orientales, Ottomanes et Occidentales.

Sur le plan économique, les guerres civiles à répétition ont ruiné l'économie des pays de la région. En effet depuis 1991, les Balkans traversent, une fois de plus dans leur histoire, une période d'instabilité politique et militaire. Au-delà des périodes de guerre, les populations restent confrontés à de grandes difficultés matérielles de survie. Les besoins élémentaires ne sont pas réellement assurés. La recherche d'un toit, d'eau potable et de travail reste la préoccupation majeure. Les infrastructures de base ont largement été détruites dans certains pays, comme c'est le cas pour la Bosnie-Herzégovine, et les populations pansent peu à peu leurs plaies.

Face à la globalisation inéluctable de l'économie mondiale, les états balkaniques montrent à l'évidence une étonnante résistance.

Il est vrai que le pouvoir des dogmes traditionnels et le conformisme qui caractérise certains de ces pays ont longtemps ralenti la progression économique dans les Balkans, sans oublier les événements dramatiques qui se sont produits depuis 1991 causant ainsi aujourd'hui l'exclusion de presque tous les pays de l'ancienne Yougoslavie du développement que connaissent leurs voisins plus septentrionaux ou plus orientaux.

De toute façon, il faudra, à la fois reconstruire l'infrastructure et trouver les outils d'une véritable cicatrisation économique.

Sur le plan social il faut commencer par le renforcement des institutions car c'est un préalable indispensable au développement d'une coopération internationale dans les différents domaines.

Dans le domaine de la santé, le premier objectif serait de renforcer la prévention et la surveillance épidémiologiques - sujet régional et même international et mondial, par excellence – par une coopération appropriée avec les agences nationales de sécurité sanitaire déjà en place et avec les réseaux existants, comme l'OMS, ou en création, comme l'agence européenne de sécurité sanitaire.

Pour la protection sociale, la priorité irait à l'élargissement de la couverture et à la planification stratégiques des systèmes, par un renforcement des liens entre les institutions nationales de sécurité sociale et leurs équivalents à l'étranger.

En matière de politique d'emploi et de formation professionnelle, le premier objectif serait de renforcer la coopération administrative entre différents services publics (ministère du travail, agences pour l'emploi et la formation professionnelle) et aussi entre les pays du Sud-est européen et ceux de la communauté européenne.

Pour le logement, l'objectif serait de consolider et de poursuivre les travaux –déjà engagés- d'étude préalable à la mise en place d'une politique globale de rénovation et de construction d'une part, d'infrastructure et d'environnement d'autre part et enfin de mise au point des instruments financiers permettant l'accès au logement de toutes les catégories sociales et notamment des plus défavorisées.

Pour le dialogue social, deux voies s'ouvrent. D'abord celle du renforcement de l'autonomie et de la capacité des organisations de travailleurs ou d'employeurs, grâce à des coopérations et des échanges avec les organismes équivalents dans les pays de transition en particulier. Ensuite la participation des partenaires sociaux aux débats, voire aux décisions qui portent sur l'avenir de cette partie de l'Europe.

#### 2.3.5. Définition d'une identité acceptée

La définition des critères d'appartenance à une nation soulève des questions qui paraissent assez ambiguës, mais elles sont en réalité politiquement, simple : il s'agit de l'appartenance juridique et politique d'une personne à la population d'un état. Toutefois, comme nous le voyons, cette définition n'est pas complète au niveau social, car elle ne tient pas compte de l'homogénéité linguistique ou culturelle de la population. Dans les Balkans on utilise à la fois la conception «allemande» de la nationalité (accent mis sur l'ethnicité ou la religion) et la conception «française» (accent mis sur la citoyenneté).

##### 2.3.5.1. La conception française (La conception civique à la française)

La conception française de la nation comporte deux éléments essentiels : un passé commun constitué d'un héritage de gloire et de regrets à partager et un présent qui se révèle par le consentement des peuples à vouloir vivre ensemble et fonder un avenir commun.

Pour résumer, la Nation regroupe des gens qui ont eu des gloires communes dans le passé et qui ont une volonté commune dans le présent. Elle regroupe ainsi des personnes qui ont souffert ensemble car la souffrance unit plus que la joie. Une nation n'a donc aucun grand

intérêt à annexer un pays malgré lui puisque c'est le vœu des nations (principe issu de la révolution française) qui est le seul critère légitime.

#### 2.3.5.2. La conception allemande (La conception ethnique à l'allemande).

Elle souligne la différence entre les allemands et les germaniques. Les premiers ont conservé la langue originale de leurs ancêtres alors que les autres ont émigré, ont adopté une langue différente. Il donne beaucoup d'importance à la langue, l'allemand est une langue vivante à l'inverse des langages parlés dans les pays germaniques. La Nation allemande doit être appliquée à des allemands par des allemands.

#### 2.3.5.3. Origines et évolutions de cette dualité.

L'origine de cette dualité est historique. C'est à l'occasion des conflits France/Allemagne (depuis les guerres révolutionnaires jusqu'à l'annexion de l'Alsace-Lorraine au Reich en 1870 et la guerre de 1914-1918) que sont nées les Idées. Ainsi la conception française est issue aussi bien de la pensée révolutionnaire que de la pensée des Lumières. Du côté allemand, la conception de nation ethnique vient des défaites allemandes de 1806 et 1807. Les allemands définissent alors leur communauté comme issue d'un même peuple originel, partageant la même culture.

Cette double idéologie est à l'origine de la controverse en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine en 1870 (pendant l'annexion au Reich). En effet, Les Allemands justifiaient l'annexion par la germanité ethnique, linguistique et culturelle quelle que soit la volonté de leurs habitants.

#### 2.3.5.4. Quelle conception pour les Etats Balkaniques?

Le maintien de la cohésion national ne semble pas si difficile à mettre en place ;il faut restaurer l'Etat- providence, l'Etat solidaire : celui qui réduit les inégalités, éduque, soigne, garantit la justice et la sécurité. Il faut aussi refonder l'idée de nation souveraine afin de relancer la solidarité et de réduire les inégalités, facteur de frustrations et de révolte.

Le droit français a fait ses preuves depuis le milieu du XIXe siècle grâce à une remarquable stabilité et continuité en matière de nationalisation. D'autre part l'affirmation Française selon laquelle ce n'est ni la langue ni la race qui fait la nationalité mais seulement le vœu des nations. Selon Fustel de Coulanges, « l'alsace est Française par la nationalité et le sentiment de la patrie ».

Ou alors une toute autre conception, en effet au courant de 1993, la Belgique a adopté un nouveau modèle de construction juridique et constitutionnelle qui pousse l'élaboration

d'un fédéralisme moderne à un point radical. Divisé en régions (Flandres, Wallonie et Bruxelles-capitale) et communautés de langues, le nouvel État est d'une nature inédite, comme le montre Jean Stengers, dans la mesure où les diverses instances de pouvoir (conseils de région, conseils de communauté et Parlement national) n'obéissent à aucune hiérarchie des normes. Autrement dit, les pouvoirs sont parallèles et ne sont ni hiérarchisés ni liés les uns aux autres (seule existe une Cour d'arbitrage). Une véritable division de l'ancienne souveraineté de l'État-nation a donc été mise en place. On n'a plus affaire à un État souverain et unitaire, régi par le principe de séparation des pouvoirs, mais à un État divisé en plusieurs souverainetés.

#### 2.4.Situation actuelle et perspectives

La complexités, évoquées plus haut (1.4.1 à 1.4.3), de l'histoire des Balkans et de leur spécificité, nous amène à envisager les perspectives et propositions, car il paraît avéré qu'aucune solution durable ne peut, avant longtemps, être mise en place en vue du règlement des contentieux dans les Balkans yougoslaves si elle n'est pas réaliste et proposée de l'extérieur.

En effet la guerre civile dévastatrice survenue entre 1992 et 1995, a engendré une situation très difficile sur tous les plans, principalement humanitaire et sociales. Le traité de Dayton signé en novembre 1995 à l'initiative des Etats Unis et sous l'égide de l'ONU a mis fin aux hostilités et ouvert une nouvelle page dans l'histoire d'une région connue par sa complexité territoriale, ethnique, religieuse et linguistique. Tels que les répliques sismiques, des événements fâcheux, à connotation ethnique, surviennent de temps à autre dans les pays de la région, indiquant que la situation n'est pas définitivement stable.

Aussi, la réalisation d'une paix durable et juste dans les Balkans doit-elle obligatoirement prendre en compte les éléments suivants :

- les aspirations légitimes et justifiées de toutes les parties balkaniques directement concernées ;
- les intérêts et les volontés des différentes parties régionales et internationales impliquées ;
- la mise en œuvre d'un plan important de redressement politique, économique et social. C'est sur la base de ces trois élément qu'on peut envisager les perspectives d'une normalisation dans les Balkans.

#### 2.4.1. Réaménagement territorial et démographique

La République Fédérale de Yougoslavie étant l'héritière de l'ancienne Yougoslavie, il est normal qu'elle retrouve son siège dans les instances internationales, tout comme la Bosnie nouvelle qui perpétue juridiquement la République de Bosnie-Herzégovine.

En ce qui concerne les territoires à échanger ou à concéder, la République fédérale de Yougoslavie doit pouvoir s'agrandir en incorporant la Slavonie et la Dalmatie orientales, actuellement croates ; elle doit également annexer l'Herzégovine orientale et le nord-est de la Bosnie (Semberija et Posavina).

Elle doit en revanche, renoncer définitivement à toute revendication au delà, vers l'ouest et afin de prévenir toute tentative de sa part, les Krajine et la région de Banja Luka, qui seront définitivement incorporées à la Croatie, verront leur population serbe progressivement remplacée par les Croates des territoires définis ci-dessus. De même, seront progressivement échangés des Musulmans du Sandjak serbo-monténégrin avec des Serbes de la Bosnie orientale (Romanija et Podrinije). La conception serbe du nettoyage des territoires par l'anéantissement ou l'expulsion des autres, les "indésirables" si semblables, a fait des émules du côté croate et bosniaque.

A petite ou grande échelle, d'autres peuples et régimes ont pratiqué avant eux cette politique méprisable. Depuis un siècle, celle-ci s'est trouvée dans les Balkans, mosaïque humaine s'il en fut, un terrain de prédilection. Il serait cependant utopique et erroné de croire que la stabilité de cette grande région puisse passer par le maintien du statu quo et la conservation de toutes les situations minoritaires.

Toutefois, l'avenir des peuples de langue serbo-croate, dont la laïcisation est largement acquise, doit être envisagé avec sérénité et l'acceptation de la présence de quelques groupements minoritaires réciproques doit être encouragée. Car les liens sont nécessairement appelés à se renouer lorsque s'éloignera dans le temps, l'actuelle tragédie.

Ainsi, dans les villes de Dubrovnik, Osijek, Djakovo et Vinkovci, devraient être maintenues une partie des populations croates autochtones. Dans celles de Novi Pazar, Prjepolje et Pljevlja, subsisteraient des Musulmans. Enfin, à Glina, Banja Luka, Drvar et Knin, sans parler évidemment de Sarajevo, demeureraient des communautés serbes. Gages d'accords futurs, ces minorités auraient bien sûr droit à des garanties internationales.

En résumé, il est absolument nécessaire pour la communauté internationale d'échapper à la logique serbe qui voit la nation serbe là où sont les serbes, toute politique expansionniste se trouvant ainsi justifiée a priori. Mais l'idée croate de territoire historique

est également à rejeter car elle mène à des positions maximalistes, celles que prônent les tenants d'une Grande Croatie que l'histoire s'est chargées de redimensionner. De même, ne peut être tolérée la position bosniaque d'asseoir sur les rapports de force, la réalité nationale des Slavo- musulmans, alors qu'en dépit des lointains antécédents bogomiles, celle-ci est relativement récente et ressemble davantage à une réaction identitaire défensive qu'à une réalité psycho- politique assumée positivement.

Les condamnations internationales et le blocus économique- militaire imposé à la Yougoslavie serbe, auront renforcé le penchant paranoïaque de cette nation. Fruste mais héroïque, soudée derrière ses chefs politiques et militaires et derrière son clergé, elle a tendance à se prendre pour une citadelle assiégée par tous ses voisins, sentiment qu'elle doit à une histoire tourmentée. Nul ne doit se leurrer, aucune évolution de cette attitude et aucun terme aux conflits ne peuvent être envisagés si le peuple serbe ne se voit pas garantir la réalisation totale de ses droits, à savoir la réunion de tous ses "ressortissants" dans un seul état et l'attribution d'un territoire conséquent, au delà des frontières actuelles de la Yougoslavie serbo- monténégrine.

Les propositions exposées ci-dessus tiennent totalement compte de tous ces impératifs et représentent un objectif clair et réalisable qui peut être atteint dans des délais raisonnables, par la négociation ou par la force s'il le faut. Par contre, d'autres conflits qui couvent sont à désamorcer.

#### 2.4.2. Conflits à désamorcer

De la solution rapide du conflit entre Serbes, Croates et Bosniaques - qui constitue légitimement la priorité absolue à l'heure actuelle, dépend la solution préventive des autres conflits potentiels : il s'agit principalement des problèmes albanais au Kosovo et magyar en Voïvodine. La situation très tendue au Kosovo n'est pas rendue explosive du fait de la résistance passive de la communauté de souche albanaise. Cette attitude sensée ne saurait toutefois perdurer indéfiniment car l'abcès doit être vidé rapidement.

La province autonome du Kosovo jouissait sous Tito d'un statut presque équivalent à celui des Républiques fédérées ; mais ce statut a été invalidé par les autorités serbes, qui y voyaient une atteinte à la souveraineté serbe sur le berceau historique de la nation serbe. Cependant, la prépondérance indéniable de l'élément albanais, qu'un taux d'accroissement démographique élevé rend chaque année plus forte, appelle une attitude de compromis.

Beaucoup de serbes sont prêts à aller mourir pour défendre l'ancien siège du Patriarcat serbe ou les fameux monastères de Decani et Gracanica, ou encore et surtout,

Kosovo Polje, le Champ des Merles où, en 1399, périt face aux Turcs toute la chevalerie serbe, dont le sacrifice signait le début d'un effacement de plusieurs siècles. Puisque la moitié nord du Kosovo contient tous ces hauts lieux de la mémoire serbe, il serait logique qu'elle reste à la Yougoslavie. La moitié sud, une dizaine de districts autour de Djakovica, Urosevac, Gnjilane et surtout Prizren où naquit en 1879, le mouvement national albanais moderne, devrait être rendue autonome dans un premier temps, puis rejoindre l'Albanie, dans un second. Il faudrait lui rattacher également le district de Presevo dans l'extrême sud de la Serbie proprement dite. Ainsi redimensionnée, la question du Kosovo trouverait un épilogue par l'installation progressive en Albanie d'une partie des Albanais qui demeurent dans la moitié nord de la province, charge à l'Union européenne de financer ladite installation. La communauté résiduelle, à maintenir de préférence à Pristina et Mitrovica, se verrait accorder un statut libéral de minorité.

Par ailleurs, la cession à l'Albanie du district monténégrin d'Ulcinj parfaîrait le dispositif de règlement préventif des litiges albano- yougoslaves. Au nord, les zones de la Batchka et du Banat peuplées de Magyars doivent, elles aussi, après restauration de leur autonomie, être (ré-) incorporées à la patrie hongroise. Si la situation y est moins critique qu'au Kosovo, il faut néanmoins avoir soin d'éradiquer ce problème au plus tôt.

#### 2.5. Le rôle des acteurs politiques et intellectuels nationaux.

Sur la base des analyses précédentes (point 2.1), les solutions à apporter par les acteurs politiques et intellectuels nationaux sont de deux ordres :

- **Politique** « action sur les structures ». Dans les Balkans les citoyens se sentent « perdus », face à des changements soudains, la dévalorisation des anciennes normes et valeurs, une économie en ruine, la démission de la société civile, la résurgence du nationalisme sous diverses formes, la pratique courante de la corruption, etc. Les acteurs politiques doivent faire partie de la réponse à ces problèmes, la démocratisation aidera les hommes politiques à résoudre les problèmes d'acquisition de légitimité aux yeux de leurs citoyens, y compris lorsque ces derniers les contestaient. Il est très grave que, sous l'influence d'événements, si tragiques soient-ils, ces principes puissent être abandonnés, reniés aussi facilement. Il est très inquiétant de remettre en question les droits les plus élémentaires de la vie politique et sociale. La mise sur pied d'institutions transparentes et stables garantissant un fonctionnement démocratique, la primauté du droit, la protection des droits de l'homme et des minorités ; Le degré de participation d'une communauté minoritaire à la vie

politique locale, régionale et surtout nationale du pays représente un excellent indice pour évaluer le potentiel démocratique du régime, car elle permet une surveillance accrue du pouvoir central. C'est en cela que les partis politiques doivent jouer le rôle de contrepoids démocratique face aux dérives nationalistes et autoritaires des gouvernements successifs en ayant un rôle actif au sein de l'opposition parlementaire pour assurer l'intégration de ces minorités au sein des structures étatiques. Un accent particulier sera aussi mis sur l'éducation et la formation des jeunes.

- **Éducatif** « action sur les mentalités ». Lutter contre les leaders ou les groupes dominants qui fanatisent les populations frustrées. Par un soutien institutionnel, les acteurs nationaux doivent fournir aux jeunes un sentiment d'appartenance à un état qui est un acteur dynamique de la société civile. Mettre en place des laboratoires vivants de la démocratie où les valeurs de la tolérance, du dialogue et de la solidarité seront des concepts clés partagés, ainsi que des écoles de leadership pour la jeunesse. Des formations à la fois spécialisées et générales tenant compte des besoins et aspirations des jeunes dans ces pays ; des formations qui renforcent la capacité des jeunes à disséminer des initiatives sur la prévention et la gestion des conflits, à devenir des médiateurs et modèles. Certes le fait de réunir des jeunes antagonistes n'est pas une tâche facile, mais cela devrait aider à combattre des préjugés profondément ancrés et même à créer un sentiment d'amitié et de compréhension de la culture des uns et des autres.

## 2.6. Le rôle des acteurs internationaux.

### 2.6.1. Le rôle de L'Europe et L'OTAN.

L'explosion de la Yougoslavie, s'est faite dans des conditions particulièrement désastreuses, qui auraient certainement pu être meilleures, s'il y avait eu en face de ce processus, une politique courageuse et clairement définie des grandes nations européennes. Les seuls effets de l'éclatement yougoslave ont été la démonstration de l'incapacité politique de l'Europe, l'accord de Dayton ayant été conclu sous l'égide américaine. Les Européens ont adopté des positions divergentes et l'Union Européenne s'est révélée incapable de répondre aux questions sous-jacentes à la crise yougoslave : celles des nationalités. La reconnaissance, sous pression allemande, de l'indépendance, sans

négociation, des nouveaux états en est un bon exemple. Cette reconnaissance s'est faite sans que les questions nationales soient traitées de façon cohérente : les états européens ont obéi aux liens traditionnels (Croatie et Slovénie pour l'Allemagne, Serbie pour la France et la Russie). Néanmoins Avec la crise du Kosovo, l'Occident s'est rapprochée des Balkans. La guerre, les réfugiés et la reconstruction à long terme obligent l'Otan et l'Union européenne à être beaucoup plus présents dans les Balkans. D'une certaine façon la région s'est trouvée intégrée brutalement dans le système occidental.

Géographiquement, historiquement et culturellement, les Balkans font partie de l'Europe. Ils ont vocation à l'intégrer. Certes, la situation économique des pays de cette région mérite attention, prudence et pragmatisme. Une longue période d'association et une vraie transition, organisée, planifiée et accompagnée seront évidemment nécessaires. Mais les peuples ne se satisfont pas des arguments techniques ou technocratiques. Ils veulent qu'on leur parle de leur avenir. Or l'avenir des Balkans n'existe pas en dehors de l'Europe. Dans ce cadre la première tâche semble être la mise en oeuvre d'un véritable « plan Marshall ». Les responsables politiques de l'union, quel que soit leur niveau, doivent s'intéresser davantage aux Balkans et tout mettre en oeuvre pour aider les populations de cette région à se débarrasser de ce passé handicapant, comme ce fut le cas de l'Allemagne et du Japon que les USA ont aidé à bannir définitivement le nazisme et la dictature expansionnistes. Mais l'union Européenne n'est toujours pas parvenue à un accord sur une stratégie commune pour les Balkans. Il n'y a aujourd'hui aucun scénario concret pour une adhésion éventuelle de ces pays à l'union. D'autre part, les ONG, les Fondations démocratiques et les associations qui oeuvrent au rapprochement des pays balkaniques doivent trouver un véritable soutien auprès des institutions européennes.

L'action des gouvernements occidentaux, travaillant pour la stabilisation dans les Balkans en s'efforçant d'y instaurer une communauté d'états vivant en paix, est contredite par de dures réalités : l'impunité des crimes de guerre, l'injustice dans le traitement des questions nationales et l'augmentation des écarts de développement risquent de nourrir des conflits durables. Ceci est vrai d'autant plus que les populations yougoslaves ne se reconnaissent plus que dans le cadre de communautés soudées par la peur, la méfiance et la haine du voisin renforcée par la découverte de charniers (ex : Srebrenica en 1996-1997). Les haines risquent de nourrir de nouveaux conflits. C'est à cela que l'Europe doit remédier car il en va de sa sécurité et de son avenir.

L'OTAN doit dire clairement quelles perspectives elle offre aux états des Balkans, parler à haute voix, tendre la main à ces états meurtris, extirper les réflexes totalitaires que le communisme et la dictature ont insufflés dans les esprits, dire clairement qu'ils n'ont pas cours en Europe, faire savoir qu'ils seront châtiés impitoyablement et qu'il n'y a pas de choix, expliquer que le nationalisme c'est la guerre et la régression, que l'Europe le condamne et le refuse. Cela coûtera cher, mais la paix et le progrès n'ont pas de prix. Un tel projet est le plus à même d'offrir aux Balkans des espérances crédibles pour leur avenir immédiat. La création du Pacte de Stabilité pour l'Europe du sud-est à la Conférence des chefs d'état et de Gouvernement de Sarajevo, en juillet 1999, a suscité un immense espoir, en définissant pour la première fois une approche globale pour la stabilisation et la reconstruction des Balkans.

Ce pacte tire son originalité du fait qu'il privilégie la qualité du dialogue entre états voisins afin de créer une zone de bon voisinage et de stabilité. Une fois les conditions réunies, les Etats concernés pourront réellement trouver une solution acceptable à leurs problèmes de frontières et de minorités grâce au climat de confiance mutuel retrouvé. Cette solution, ou plutôt ces solutions, puisque le problème se pose chaque fois en termes différents selon les états concernés, ne pouvaient résulter que d'un compromis négocié équitablement entre les parties sous l'oeil bienveillant de l'Union européenne.

L'OSCE a joué le rôle de stabilisateur révélant l'importance d'une présence internationale dans le règlement pacifique des différends russo-baltes et plus particulièrement du contentieux russo-estonien ; ce qui prouve la viabilité de la construction d'états-nations solides malgré la présence de fortes minorités. Ce succès de la diplomatie préventive de l'OSCE dans la gestion des contentieux, peut être reconduit avec les états balkaniques et offrira, peut-être, une nouvelle perspective d'avenir à l'organisation qui se présente désormais comme organisation paneuropéenne de sécurité.

L'union Européenne a certes renforcé son engagement dans les Balkans; mais la région est toujours perçue principalement sous un angle sécuritaire. Quoiqu'il en soit, les services de la PESC ont acquis la visibilité voulue et prouvé leur capacité d'intervenir rapidement et efficacement.

Le seul moyen de traiter efficacement, sinon complètement, ce problème a donc été le recours croissant aux organisations internationales existantes et aux mécanismes multilatéraux de gestion des crises. Cela ne veut pas dire que les Nations unies, la CSCE,

l'OTAN ou la Communauté européenne et l'UEO ont montré qu'elles en étaient capables et qu'elles disposaient des moyens nécessaires. Au contraire, le seul succès relatif que l'on peut constater jusqu'ici est celui par lequel s'est soldée la guerre du Golfe contre l'Irak(1990-1991), où ces organisations ont joué un rôle auxiliaire à côté des Américains. La guerre civile yougoslave semble aujourd'hui confirmer ce schéma, avec l'inconvénient supplémentaire que le leadership américain agit apparemment de façon beaucoup moins active et efficace que cela n'a été le cas vis-à-vis de l'Irak. Simultanément, la gestion multinationale des crises s'est néanmoins avérée intéressante pour la mise en place des coalitions et le maintien d'un minimum d'unité occidentale sur les objectifs et les opérations à mener. C'est un instrument d'une efficacité opérationnelle limitée, mais d'une immense utilité politique pour éviter une nouvelle fragmentation de l'Alliance occidentale et l'extension désordonnée des crises.

Le passage d'une posture défensive et dissuasive à un rôle d'intervention et de gestion des crises exige un profond changement du processus de prise de décision politique de l'Alliance, autrement dit une structure beaucoup plus intégrée (si possible au niveau supranational) que l'actuelle. Il implique, en outre, de mieux identifier les priorités communes des alliés, ce qui est beaucoup moins facile que de reconnaître l'existence d'une menace globale et collective.

L'Union européenne possède à la fois l'ambition politique et la structure constitutionnelle nécessaire pour jouer ces rôles décisifs en matière de sécurité. Elle peut aller de pair avec une OTAN mise au goût du jour et une autonomie européenne plus prononcée. Néanmoins, le processus est relativement lent, trop peut-être pour avoir un impact sur le scénario de sécurité de la prochaine décennie.

Par ailleurs, il est de plus en plus évident que les distinctions traditionnelles entre le maintien, l'instauration et l'imposition de la paix s'estompent. L'agenda pour la Paix, soumis par le Secrétaire Général des Nations Unies au Conseil de sécurité en juin 1992, illustre le besoin d'une approche cohérente allant de la diplomatie préventive au rétablissement de la paix après un conflit, en passant par toutes les formes et niveaux d'action et d'engagement internationaux. La tragédie yougoslave montre qu'il est impossible de gérer efficacement ce type de crises sans mettre en oeuvre une stratégie parfaitement crédible, qui envisagerait l'option d'une escalade militaire décisive, s'appuyant sur des forces disponibles.

Un échec aujourd'hui dans l'ex-Yougoslavie peut facilement bloquer toute possibilité d'action multilatérale dans le futur tout en aggravant la question au sein des alliances et des institutions occidentales. Il contraindrait l'Europe occidentale à mener une bataille d'arrière-garde contre les troubles croissants venant de l'Est et du Sud, ou vis-à-vis de pressions migratoires plus fortes, tout en diminuant la capacité des institutions européennes à gérer ces problèmes et à forger un consensus entre leurs membres. Ce serait une défaite majeure de la communauté internationale, avec toutes les terribles conséquences qu'elle implique.

En fin de compte, la seule réponse possible à ces questions est qu'il n'est aucunement nécessaire de s'impliquer dans toutes les crises et tous les conflits qui se produisent, mais qu'il faut accepter et assumer pleinement ses responsabilités dès lors que l'on s'est engagé.

Toute guerre importante a, presque inévitablement, des conséquences graves, plus difficiles à gérer que la cause initiale, d'autant plus que l'échec d'une première tentative pour les limiter ne fait que les aggraver.

Concernant la Yougoslavie, il faut maintenir la pression et voir loin. Ou plutôt, voir loin pour pouvoir maintenir la pression. L'objectif reste de maintenir un ordre régional qui permet la coexistence des peuples de la région. Autrement dit, il faut mettre fin à la série d'actes unilatéraux qui ont suivi la désintégration anarchique de l'ex-Yougoslavie. Cela ne peut se faire ni en intervenant militairement dans le conflit pour changer le rapport des forces entre les belligérants, ni en occupant le pays. Il faudra obtenir des belligérants - en faisant pression sur eux, par exemple - l'acceptation d'un plan de coexistence, tel que celui actuellement appliqué. Il s'agit bien sûr d'un véritable défi. En diverses occasions tout au long de l'histoire, les conflits des Balkans ont opposé les principales puissances de l'Europe. L'enjeu aujourd'hui est que, pour la première fois, une position unie de l'Europe arrive à pacifier les Balkans. Pour cela, la Communauté doit rester ferme dans son action humanitaire et médiatrice entre les adversaires en utilisant tous les moyens de pression, y compris la force militaire si nécessaire, pour obtenir que ceux-ci respectent un plan de coexistence.

Durant des décennies, l'Europe occidentale et l'Europe orientale ont vécu des développements séparés. Le drame de la Bosnie démontre que cela ne peut plus continuer ainsi. Pour le meilleur ou pour le pire, l'Europe devra marcher unie dans les prochaines années. Cela ne sera facile à assumer ni du point de vue du bien-être occidental, ni du point de vue de la liberté retrouvée des orientaux. On doit réapprendre à penser en termes

européens globaux. Même les Allemands ont des difficultés à raisonner en termes unitaires. Les Espagnols riverains de la Méditerranée devront garder à l'esprit, dans leur action politique, les problèmes des Polonais riverains de la Baltique, et vice-versa. Il s'agit là d'un autre grand défi qu'il faut relever en marchant pas à pas.

Enfin pour relancer l'économie à faible croissance, on peut compter sur l'effet d'auto entraînement et accorder des facilités commerciales aux pays d'Europe orientale. Les incertitudes s'en trouveront réduites et les perspectives économiques s'amélioreront. Toutefois, le contraire est également vrai et il ne semble pas facile d'obtenir rapidement une croissance saine dans les Balkans. Que peut-on faire pour améliorer l'économie ? La réponse classique est connue : pas grand-chose. On peut ajouter à cette réponse une pièce maîtresse qui est l'effort de coordination des politiques économiques en Europe.

#### 2.6.2. Le rôle des ONG

La guerre au Kosovo avec les horreurs de l'épuration ethnique et les bombardements de l'OTAN en république Fédérale Yougoslave ont causé un nouveau traumatisme dans les Balkans. Les populations de cette région étaient déjà durement éprouvées par une grave crise économique et sociale dans leur marche forcée vers une économie de marché. Une aide économique majeure doit être mise en place par la communauté internationale pour permettre le retour des réfugiés et sécuriser les populations voisines qui ont le plus souffert du conflit et des ses dévastations dans le tissu économique. Dans ce cadre les Organisations Non Gouvernementales ont un rôle de premier ordre, car elles œuvrent pour la mise en place des mesures concrètes devant permettre à la société civile de la région de s'inscrire dans le processus de stabilisation et de reconstruction. Ces organisations non gouvernementales ont donc lancé plusieurs appels pour demander les mesures suivantes :

- Une conférence internationale sur la reconstruction et le développement de toute la région, y compris la L'ex-Yougoslavie, avec la participation des représentants de la société civile de façon à ce que les populations soient associées, au plus tôt et au plus près du terrain, à la reconstruction et au développement en fonction de leurs besoins ;
- La création d'un fonds d'aide au fonctionnement et aux projets des organisations non gouvernementales des Balkans pour dynamiser la vie démocratique et rendre aux populations la maîtrise de leur destin ;

- Des mesures de confiance pour permettre la détente et le retour à une vie normale, et la sécurisation des minorités ethniques, au sujet desquels figurent, au premier rang, d'importantes mesures de désarmement généralisé, sous contrôle de l'ONU.
- parler du rôle et du témoignage des mosquées et des églises face à la crise et des mesures qu'elles prennent pour promouvoir la paix.
- Reconnaître le caractère absolument fondamental et prioritaire des négociations, seule base pour un règlement durable de la crise, et demander instamment à toutes les parties d'user de toutes les possibilités qui s'ouvrent à elles pour faire cesser les hostilités.
- Soutenir les initiatives qui favorisent un règlement pacifique et durable du conflit, et qui reconnaissent l'égalité des droits de coexistence sur le même territoire pour toutes les nationalités et tous les groupes ethniques.
- Préconiser que soit garanti le droit au retour et à la sécurité de toutes les personnes déplacées par le conflit.
- Reconnaître et promouvoir le rôle central de l'ONU et de l'OSCE dans toute solution négociée de la crise.
- Contribuer aux démarches entreprises pour la réconciliation et la réhabilitation des communautés.
- Soutenir les efforts entrepris afin de rendre justice à toutes les victimes du conflit.
- Etudier sérieusement la création de nouveaux instruments permettant aux chrétiens et aux musulmans d'agir dans le sud-est de l'Europe, afin de susciter et de favoriser une approche qui soit tournée vers l'avenir et qui mette l'accent sur la prévention, l'éducation, le dialogue interreligieux, en s'appuyant sur les différents réseaux de la société civile

Ces actions permettront dans leur ensemble, si elles sont conduites à bon terme, d'instaurer le dialogue, de diffuser les informations et d'assurer la stabilité et le retour à une vie démocratique paisible.

### 2.6.3. Les missions d'observation et de médiation

L'envoi d'observateurs civils permet de comprendre la genèse d'un conflit et d'établir les responsabilités respectives des belligérants, puis d'en informer les instances diplomatiques et politiques qui ont mandaté ces observateurs afin de définir un projet politique global. La présence d'observateurs internationaux fait baisser le niveau de violence, car les parties en présence hésitent à prendre l'initiative d'actions violentes de peur d'être discréditées. C'est souvent à l'abri des regards que les pires violences se déchaînent. Amnesty international remplit de ce fait ce rôle d'observateur et fait parfois pression sur les autorités publiques pour que les droits de l'homme soient respectés.

La mission de médiation va plus loin : elle vise à permettre la communication entre adversaires et les invite à régler pacifiquement leur différend. Ecumenical Peacemakers Programme, créée en Afrique du Sud, remplit par exemple ce rôle. Ces missions d'observation et médiation peuvent également faciliter le retour à la paix après les conflits. Enfin, l'ingérence informationnelle permet l'expression de ceux qui s'opposent aux propagandistes bellicistes, combat les idéologies fondées sur l'exclusion et la discrimination, évite que l'information ne devienne une arme de guerre. Il y a eu en effet des médias qui ont joué un rôle décisif dans la montée des tensions, par exemple au Rwanda ou dans les Balkans où certains journalistes pourraient être inculpés de crimes de guerre, à l'instar des miliciens ou des militaires.

### 2.6.4. Le rôle des Nations Unies.

La coopération sécuritaire, nouvelle mission de la communauté internationale, porte essentiellement sur la prévention et, à ce titre, conduit à améliorer la transparence et la prévisibilité de nombreux paramètres de l'équation actuelle de sécurité. Dans ce processus, la coopération des parties directement concernées est indispensable puisque la communauté internationale peut faire des propositions, mais ne saurait imposer de solution et, encore moins, se substituer aux acteurs en présence. D'autre part, les tendances concomitantes de l'Europe à l'intégration et à la fragmentation ne sont pas nécessairement contradictoires et il convient, pour les concilier, d'accepter la diversité et de favoriser les interactions, de lever les barrières psychologiques ancestrales et de faire disparaître les frontières nationales.

S'agissant du cas de la Yougoslavie, la communauté internationale a fait preuve de son incapacité à parler d'une seule voix car le consensus sur le principe d'une intervention,

s'accompagnait d'un désaccord sur la manière et les objectifs, les États Unis ne voulant pas s'engager par peur d'enlèvement et l'Europe faisant entendre des positions divergentes.

Or, la tragédie de l'encerclement des réfugiés musulmans à Srebrenica en mars 1993 a démontré l'impuissance de l'ONU sur le terrain et la communauté internationale n'a pas empêché la guerre de s'étendre. Elle a condamné la politique de force des Serbes mais, personne n'étant disposé à intervenir militairement pour y mettre fin, elle s'est contentée de mettre en place, sous l'égide d'une force des Nations Unies, dite de maintien de la paix, un dispositif d'aide humanitaire et d'observation, tout en cherchant une solution négociée au conflit (trois plans). Mais cette action internationale, en près de quatre ans de conflit, n'a réussi qu'à limiter les actions de violence et à figer sur le terrain les lignes des conquêtes.

La question suivante peut choquer, mais mérite d'être posée : si c'était pour en arriver là, l'action humanitaire ne s'est-elle pas bornée, en contribuant à l'entretien des forces, à prolonger les souffrances des populations ? Le conflit du Kosovo a montré que la communauté internationale a su tirer les conséquences de cet échec et est intervenue militairement et assez rapidement en 1999. Pourtant si elle a mis fin au conflit armé, elle n'a pas résolu le problème de fond.

Certes les attentats du 11 septembre 2001 ont projeté la question de la sécurité en tête des préoccupations des peuples et des États. Mais la sécurité viendra d'abord et avant tout par l'appui constant à un développement durable, l'instauration progressive d'une paix juste, le respect intégral des droits humains et une généreuse ouverture aux populations migrantes et réfugiées.

La seule voie pour la paix, c'est la justice et le droit. Cette voie repose sur l'idée que des règles et des normes harmonisées et appliquées par des institutions interétatiques peuvent réduire, sinon éliminer, l'emploi de la force dans les rapports internationaux. C'est elle qui a permis la création de l'ONU et de ses institutions spécialisées.

Il faut la conserver pour les moments où les différends entre pouvoirs sont mineurs, ou lorsqu'ils sont tous d'accord. Alors, le conseil de sécurité a-t-il un avenir? Certes, mais son avenir vient de son passé, il représente une occasion d'établir des consensus et un instrument de bonnes œuvres - aide humanitaire, maintien de la paix. L'idée que le conseil de sécurité puisse être un instrument de gouvernement mondial, avec une autorité sans cesse amplifiée, n'est plus concevable, eu égard aux développements des dernières années. Y croire encore risquerait de porter atteinte au conseil de sécurité et au travail utile auquel il se consacre actuellement.

En effet, Juste deux années après l'adoption du " nouveau concept stratégique ", l'OTAN a soutenu les initiatives onusiennes en ex-Yougoslavie, c'est-à-dire pour la première fois " hors zone "prévue initialement par le traité. Sa première mission fut de participer au rétablissement de la paix. L'organisation fut en charge d'un embargo sur les armes, de la protection de la zone d'exclusion aérienne définie par l'ONU (c'est à cette occasion que l'OTAN fit usage de la force pour la première fois de son histoire en abattant quatre avions qui avaient violés cet espace aérien), ainsi que du soutien à la FORPRONU.

Sa seconde mission, conformément à son nouveau rôle, fut de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire, notamment par l'adoption de plans de circonstances. Les résultats de son action et de celle de l'ONU, s'ils furent laborieux à atteindre et marqués parfois par de réels bévues, sont néanmoins importants : la levée du siège de Sarajevo, la conclusion d'un cessez le feu durable et l'obtention d'une solution négociée à Dayton, Ohio, le 21 novembre 1995. Une dernière mission s'est imposé en toute logique : le maintien de la paix. L'IFOR, dans le cadre de l'opération " JOINT ENDEAVOR ", est en charge de cette dernière. Toutefois, les tensions actuelles au Kosovo, en dépit de la volonté affichée de parvenir à une solution politique, laissent présager le maintien de l'OTAN dans cette configuration " hors zone ".

En dépit des ses problèmes de fonctionnement, l'ONU reste le seul forum jouissant de l'universalité et de la légitimité pour assumer les mandats de prévention des conflits ainsi que de promotion et de maintien de la paix. Ses instruments juridiques, comportant entre autres les conventions internationales, sont indispensables pour qu'enfin le droit se substitue à la force dans la prévention des conflits internationaux et dans la recherche de solution à y apporter quand ils éclatent. Il faut que les états réaffirment le rôle unique de l'ONU dans la promotion et le maintien de la paix, qu'ils s'opposent à toutes les tentatives d'en faire un simple accessoire de la politique des grandes puissances, et qu'il s'abstiennent systématiquement de participer à une quelconque action militaire hors de leurs frontières si ces actions ne se déroulent pas sans un mandat explicite de l'ONU. Bien évidemment, l'ONU doit être réformée pour atteindre une plus grande démocratie et une plus grande efficacité. Le droit de veto des cinq grandes puissances doit être révisé en ce sens. Cela montre en soi que les intérêts des acteurs extérieurs et locaux ont peu de chances de s'inscrire dans un cadre identique. Les acteurs extérieurs tendent à considérer que leur tâche consiste à persuader les acteurs locaux d'adapter leur querelle aux besoins de la communauté au sens large.

## CONCLUSION

L'Europe du Sud-est est composé d'une mosaïque de peuples, de cultures et de religions. Entre le 19 et le 20e siècle, les nombreuses guerres ont entraîné une rectification des frontières. Ces remaniements territoriaux ont été effectués, le plus souvent en fonction des intérêts des vainqueurs, sans prendre en compte le principe des nationalités. Le résultat est hélas aujourd'hui ce que l'on connaît. Plusieurs états sont devenus multiethniques et multinationaux, avec une exacerbation des nationalismes et du sentiment de persécution des minorités nationales qui se considèrent victimes de discriminations, sans oublier les mouvements de populations volontaires ou forcées.

La RFY bien sûr n'est pas exclue ; le démembrement qu'elle a connu en 1991 est la conséquence directe de ce phénomène. L'exacerbation des nationalismes et des séparatismes est à l'origine du démantèlement de l'unité yougoslave qui, en 1991, éclate en plusieurs pays qui proclament leur indépendance (Slovénie, Croatie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine). La Serbie isolée mais puissante sur le plan militaire s'engage alors dans une guerre de reconquête se livrant à un véritable génocide des populations musulmanes en Bosnie-Herzégovine. L'ONU n'ayant pas pu résoudre le conflit, ce sont les EUA et l'OTAN une nouvelle fois qui imposent une paix précaire après la signature des accords de Dayton en novembre 1995 qui partagent la Bosnie-Herzégovine suivant des critères ethniques. Aujourd'hui, la province du Kosovo, dans laquelle les serbes pratiquaient une politique d'"épuration ethnique" comme ils avaient tenté de le faire en Bosnie, est peuplée en majorité d'Albanais. L'Europe n'avait pas connu un tel conflit depuis un demi-siècle. La Yougoslavie unie pendant les quelques décennies titistes, éclatait, déchirée par les nationalismes. Mais est-ce vraiment fini ? Les faits prouvent hélas que ce n'est pas encore le cas.

Tomislav Nikolic, vice-président du parti radical et ultranationaliste (Seselj en procès à La Haye pour crimes de guerre), est arrivé en tête des législatives anticipées en Serbie sans toutefois remporter la Majorité absolue. De leur côté les partis démocratiques devront s'unir s'ils veulent garder le pouvoir. Mais la coalition « Ensemble pour la tolérance », représentant les minorités en Serbie, ne pourra pas y participer, n'ayant pas franchi la barre des 5%. On le voit bien, ces résultats confirment les dernières élections présidentielles en Serbie, même si ces dernières ne sont toujours pas validées (taux de participation insuffisant).

Cette montée des nationalistes radicaux en Serbie et Croatie, prend sa source dans l'instrumentalisation des frustrations et l'appauvrissement généralisé. Sans grand

optimisme, les réaménagements proposés (au paragraphe 2.4.1) pour cette région de l'Europe, notamment en ce qui concerne la Serbie, pourraient donner une lueur d'espoir. Dans ce cas, la Serbie (il ne s'agit plus alors que d'une authentique Serbie), devra abandonner son nom de Yougoslavie, afin de montrer, à ses voisins et au reste du monde, qu'elle a vraiment l'intention de rompre avec les tendances impérialistes.

Le clivage psychologique qui sépare les Serbes de leurs frères de langue et d'ethnie, Croates et Bosniaques, est présentement trop profond pour que l'on puisse envisager à courte ou moyenne échéance, une nouvelle convergence historique. Seule la perte par les Serbes de leur complexe de citadelle assiégée, qui confine à la paranoïa, pourra les sortir de cet isolement orgueilleux qui les frustre, tout en rendant pénible et dangereuse, la situation de leurs voisins. Il faudra forcément plusieurs générations pour aboutir à un nouvel état d'esprit fait d'ouverture sur le monde et de l'acceptation que l'ordre démocratique, qui suppose le respect de toute minorité, est inhérent à la civilisation et fonde toute forme d'humanité.

Les ardeurs nationalistes serbes semblent un peu calmées; mais dans beaucoup d'endroits, et particulièrement en Bosnie, subsiste l'impression que le conflit n'est pas vraiment réglé et pour cause : un système politique unique en son genre qui inaugure une nouvelle forme de protectorat sans vraiment paraître efficace ; des populations déplacées sans avoir été réellement « replacées », une jeunesse qui ne rêve que d'exil... Au-delà des problèmes habituellement évoqués à propos de « l'après-guerre » : économie, politique, géographie, il existe toujours une frontière, plus où moins visible, que les gens n'osent pas encore franchir. C'est encore l'avenir de l'Europe et celui de la communauté internationale, ébranlée par les événements de ces dernières années, qui se joue dans les Balkans. La situation est donc bien complexe, pour ne pas dire inextricable.

Dans une réflexion G. CASTELLAN, note « Plus encore les pays de l'Europe occidentale, ceux des Balkans ne peuvent seuls, par une autarcie désuète, sortir de leurs difficultés et rebâtir leurs économies. Il est indispensable qu'un espace balkanique s'organise, tissé par de nombreux accords industriels et commerciaux. On parle d'un « plan Marshall » pour les Balkans et c'est sans doute l'unique solution pour stabiliser la région. Tout en multipliant entre eux les traités, ces pays doivent s'ouvrir à l'OCDE et aux États-Unis, afin de former, d'abord, une « Fédération balkanique » qui, dans un avenir plus ou moins proche, pourra s'intégrer dans l'Europe. Alors les Balkans ne seront plus une

«poudrière »mais une région de paix. »<sup>23</sup>. Dans ce cadre,l'ouverture de l'UE vers les pays Balkanique constitue donc un engagement pour la paix, la stabilité et la démocratie et représente un moyen très efficace de prévention des conflits en permettant d'imposer une résolution pacifique aux questions territoriales et au respect des minorités.

Un échec aujourd'hui en Yougoslavie peut facilement bloquer toute possibilité d'action multilatérale dans le futur tout en aggravant la question au sein des alliances et des institutions occidentales. Il contraindrait l'Europe occidentale à mener une bataille d'arrière-garde contre les troubles croissants venant de l'Est et du Sud, ou vis-à-vis de pressions migratoires plus fortes, tout en diminuant la capacité des institutions européennes à gérer ces problèmes et à forger un consensus entre leurs membres. Ce serait une défaite majeure de la communauté internationale, avec toutes les terribles conséquences qu'elle implique.

Ainsi, la consolidation de la démocratie et des droits de l'Homme qui en résultera ne pourra que contribuer à stabiliser le continent européen, freiner la poussée des nationalismes, concilier les intérêts divergents, sinon antagonistes, tout en respectant les particularismes nationaux, historiques et culturels de chaque état.

---

<sup>23</sup> CASTELLAN (Georges), Histoire des Balkans, op. Cit. , p. 576.

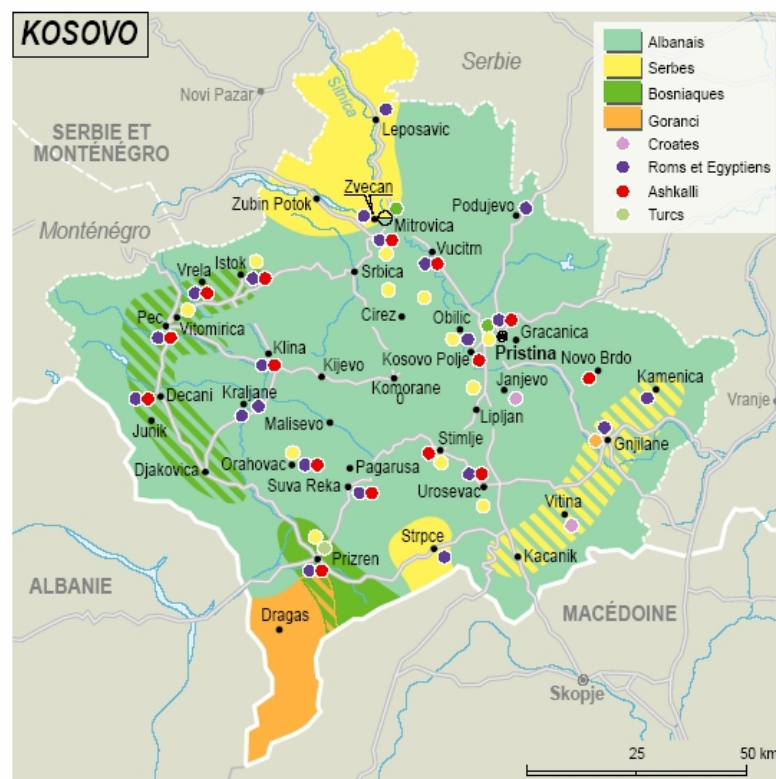
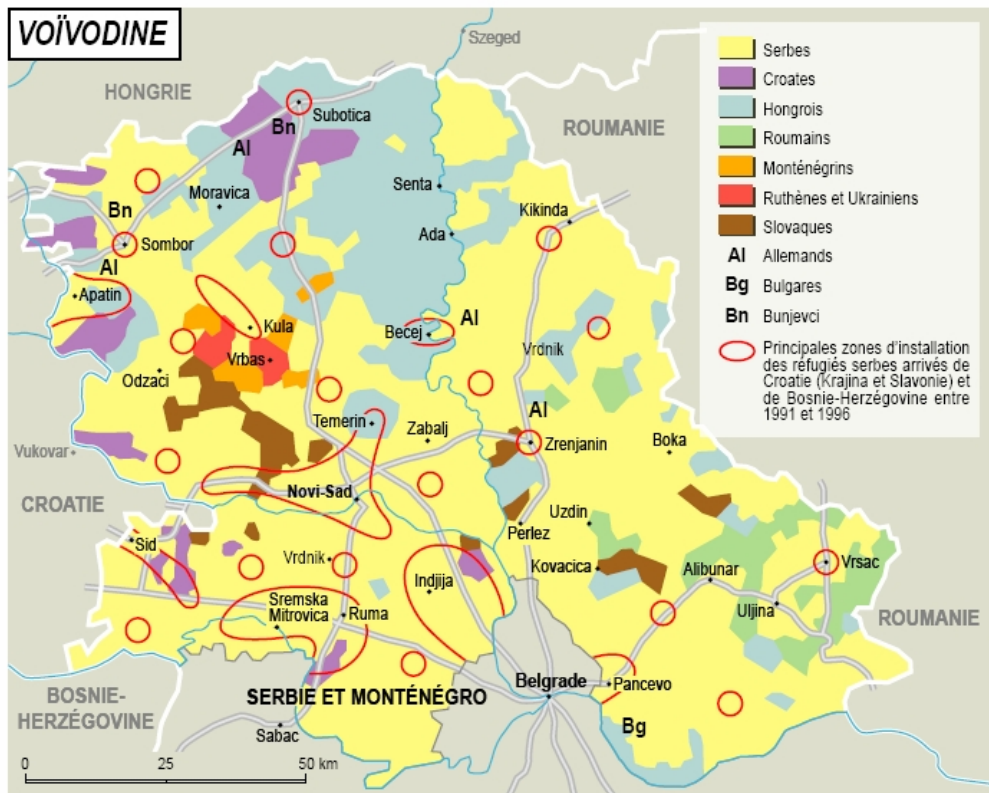
Annexe I

Histoire de La Yougoslavie



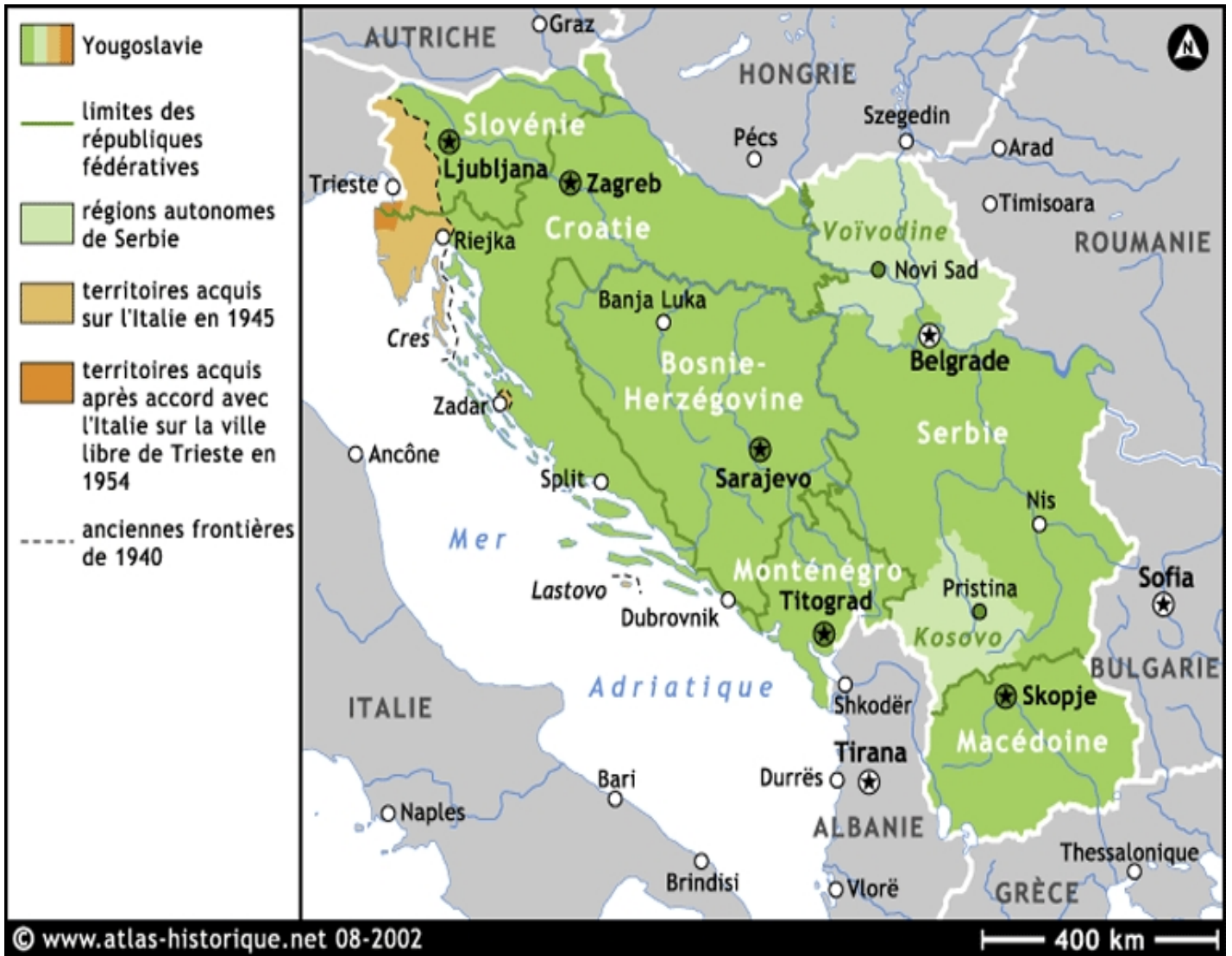
## Annexe II

## Ethnies yougoslaves



## Annexe III

## La Yougoslavie titiste en 1974



## Annexe IV

## Mélange de nation et langue



## Bibliographie

- GARDE Paul, Vie et mort de la Yougoslavie, Paris; Fayard, 1993.
- CASTELLAN (Georges), Histoire des Balkans, Paris; Fayard, 2000.
- CORDELLIER (serge) (dir), Le dictionnaire du 20e siècle historique et géopolitique, Paris; la Découverte, 2003.
- Le Petit Larousse Copyright © Larousse/HER, 1999 © Havas Interactive, 1999.
- BIRNBAUM (pierre), dimension du nationalisme, Paris; presses universitaires de France, 1997.
- STALINE, Le marxisme et la question nationale, Œuvres complètes, Tome 2, Paris; Nouveau Bureau d'édition, 1976.
- DERENS (Jean-Arnault) (dir.), les 100 portes des conflits Yougoslaves, Paris; L'ATELIER, 2000.
- Association française d'études sur les Balkans, Etudes balkaniques, état des savoirs et pistes de recherche, Paris ; 2002.
- KUBLI (olivier), Du nationalisme yougoslave aux nationalismes Post yougoslaves, Paris; L'HARMATTAN, 1998.
- SIDJANSKI (Dusan), nationalismes en Europe centrale et orientale : conflit ou nouvelles cohabitations ? Genève; Georg Editeur, 1997.
- CRETTEZ (Xavier), Problème politiques et sociaux n° 843, paris; La documentation française, 2000.

## Cites Internet

- Pour avoir des renseignements d'ordre général sur les pays des Balkans, plusieurs sites sont disponibles et facilement accessibles à travers les moteurs de recherche principaux (Google, Alta Vista, All the Web). Néanmoins, les changements soudains qui sont susceptibles de survenir dans la région, notamment d'ordre politique, obligent une vérification continue de la mise à jour des sites.

<http://www.balkantimes.com/html2/english/CountryInfo.htm>

<http://www.paixbalkans.org/chronologie.htm>

<http://www.afebalk.org>

<http://www.osservatoribalcani.org/>

- **Le Pacte de Stabilité pour l'Europe du sud-Est**

Né sous l'impulsion de l'Union européenne, le Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud- Est a été adopté à Cologne le 10 juin 1999.

<http://www.stabilitypact.org/>

- **Un guide d'information est proposé par l'Institut international de la démocratie :**

<http://www.iidemocracy.coe.int/StabilityPact/Docs/pdf/BrochFR-01-07.pdf>

Serena Lorenzetti - L'Union européenne et les Balkans

- **Autres sources : revue de presse et bibliographie**

Une autre source très importante pour suivre l'actualité des Balkans et leurs relations avec l'Union européenne est constitué par la revue de presse on line. Ces sites proposent une sélection d'articles apparus dans les quotidiens de chaque pays de la région balkanique et il est possible d'y trouver la traduction en plusieurs langues. Le site incontournable dans ce domaine est celui de l'Association Courrier des Balkans. Portail de langue français, il contient aussi des informations sur toutes les ONG française présentes dans la région, ainsi que des dossiers et des analyses sur la région. Pour ce qui concerne les revues de presses, le site est organisé avec une section spécifique pour chaque pays, revue de presse spécifique pour chaque pays :

• Albanie : <http://www.balkans.eu.org/albanie.php3>

• Bosnie-herzégovine : <http://www.balkans.eu.org/bosnie.php3>

- Bulgarie: <http://www.balkans.eu.org/bulgarie.php3>
- Croatie: <http://www.balkans.eu.org/croatie.php3>
- Roumanie : <http://www.balkans.eu.org/roumanie.php3>
- Slovénie: <http://www.balkans.eu.org/slovenie.php3>
- Fédération de Serbie Monténégro (avec une section spécifique pour chaque pays, ainsi que pour les deux province du Kosovo et Voïvodine) :
  - <http://www.balkans.eu.org/serbie.php3>
  - <http://www.balkans.eu.org/montenegro.php3>
  - <http://www.balkans.eu.org/kosovo.php3>
  - <http://www.balkans.eu.org/voivodine.php3>
  
- **l'Union européenne :**
  - <http://europa.eu.int/scadplus/leg/fr/s60000.htm>
  
- **La Commission européenne a publié aussi une brochure d'information :**
  - [http://europa.eu.int/comm/agenda2000/public\\_fr.pdf](http://europa.eu.int/comm/agenda2000/public_fr.pdf)

## Tables de matière

Sommaire	2
INTRODUCTION	3
1. DEFINITIONS ET APERÇU HISTORIQUE.	5
1.1. Qu'est ce que le nationalisme?	5
1.2. Le nationalisme sous le régime de Tito.	8
1.2.1. L'inadéquation des frontières géographiques avec le territoire des peuples	9
1.2.2. La distinction entre les peuples et les minorités.	9
1.3. Inégalités économiques flagrantes entre régions.	13
1.4. Des pesanteurs et préjugés religieux inextricables	16
1.4.1. Double évangélisation.	16
1.4.2. Réforme protestante.	17
1.4.3. L'Islam	18
1.4.4. Des préjugés sur l'Islam.	18
1.4.5. Complexité ethnico-religieuse	19
1.5. Particularités des Nationalismes croate et serbe.	19
2. COMMENT PREVENIR UNE NOUVELLE POUSSEE NATIONALISTE?	24
2.1. Les moyens d'échapper au danger	24
2.2. Les conditions de la paix	26
2.3. Les conditions indispensables à l'éveil d'une conscience démocratique	26
2.3.1. Les "frontières" visibles et invisibles	27
2.3.2. Les "frontières" naturelles	28
2.3.3. Les "frontières" linguistiques, culturelles et sociales	29
2.3.4. Décalage balkanique.	30
2.3.4.1. Décalage politique et juridique.	30
2.3.4.2. Décalages économiques et sociaux.	31
2.3.5. Définition d'une identité acceptée	32
2.3.5.1. La conception française (La conception civique à la française)	32
2.3.5.2. La conception allemande (La conception ethnique à l'allemande).	33
2.3.5.3. Origines et évolutions de cette dualité.	33
2.3.5.4. Quelle conception pour les Etats Balkaniques?	33
2.4. Situation actuelle et perspectives	34
2.4.1. Réaménagement territorial et démographique	35

2.4.2. Conflits à désamorcer	36
2.5. Le rôle des acteurs politiques et intellectuels nationaux.	37
2.6. Le rôle des acteurs internationaux.	38
2.6.1. Le rôle de L'Europe et L'OTAN.	38
2.6.2. Le rôle des ONG	43
2.6.3. Les missions d'observation et de médiation	45
2.6.4. Le rôle des Nations Unies.	45
CONCLUSION	48
Annexe I	51
Histoire de La Yougoslavie	51
Annexe II	52
Annexe III	53
Annexe IV	54
Bibliographie	55
Cites Internet	56